

D'une mondialisation à l'autre

Jacky Fayolle

Directeur adjoint du Département des études

Professeur associé à l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble

Cet article est consacré à l'examen du mouvement historique qui a débouché sur la vague contemporaine de mondialisation. Il constitue la première partie d'une étude, dont la seconde, plus analytique, examinera les processus caractéristiques de la mondialisation actuelle et paraîtra dans une prochaine édition de la Revue.

L'histoire du capitalisme peut être comprise, depuis la Révolution industrielle, comme la succession de différentes figures de la mondialisation, qui se sont traduites par un rapport à chaque fois spécifique des nations à l'économie mondiale. Ce ne fut pas un mouvement linéaire : l'entre-deux guerres en a manifesté la réversibilité. Cette histoire est aussi celle de la constitution des nations modernes, qu'on ne peut simplement considérer comme une réalité préexistante à l'économie mondiale. La vague de mondialisation de la seconde moitié du XIX^e siècle a ébranlé la cohésion des sociétés déjà industrialisées, au cours des décennies 1860-1870 à dominante libre-échangiste. Mais elle a aussi impulsé la transformation des nations d'Europe continentale, en contribuant à la liquidation de la domination exercée par la propriété foncière pour passer à la constitution des nations modernes autour de groupes sociaux plus dynamiques, bourgeoisie et salariat industriels, dont les conflits ont suscité le développement de l'arbitrage étatique. Après la seconde guerre mondiale, les croissances nationales des Trente Glorieuses et l'épanouissement conjoint des sociétés salariales se sont adossées à des institutions internationales nouvelles et évolutives, qui ont aidé au rattrapage du leader américain par les pays européens et le Japon. Ce régime international touchait ses limites, dès lors que le fordisme ne parvenait pas à se généraliser aux populations jeunes des pays de la périphérie, dont la transition démographique était loin d'être achevée.

La dominante libérale de la vague de mondialisation contemporaine a ébranlé la hiérarchie acquise entre centre et périphérie. Elle a introduit de l'indétermination dans la répartition et la dynamique des avantages comparatifs. Mais le libéralisme n'est pas une simple trouvaille idéologique : il est aussi le produit de la dissolution du régime de croissance d'après-guerre, sans qu'il constitue par lui-même le principe fondateur d'un nouveau régime. Depuis un quart de siècle, l'instabilité des zones d'impulsion

de la croissance mondiale prévaut, au rythme de cycles conjoncturels qui sont autant de mises à l'épreuve de la cohésion internationale. De la vague de mondialisation contemporaine n'émerge pas clairement un régime de croissance international qui en assure la stabilité et en maximise les bénéfices. Elle apparie les lieux d'excellence de l'économie mondiale mais peine à intégrer solidement nombre de régions à forte démographie. Elle reste en conséquence menacée par le retour des fractionnements, voire par la réversibilité.

La mise en perspective historique éclaire la dialectique du monde et de la nation, à la différence d'une opposition qui prend l'un des deux comme le principe premier et l'autre comme l'élément perturbateur. Elle révèle la succession de différentes figures de la mondialisation, qui sont autant de modes de rencontre entre deux tendances longues des sociétés modernes.

— L'approfondissement et la structuration de « l'économie-monde », qui, d'ensemble réticulaire de centres urbains et marchands encore superficiellement superposés à des économies locales traditionnelles et inertes, devient une mise en contact généralisée des activités locales, dont les paramètres – produits, marchés et prix – affirment leur sensibilité à la dynamique d'un espace élargi bien au-delà du territoire initial d'implantation.

— La constitution et la transformation, depuis le mercantilisme jusqu'à l'État keynésien, de l'organisation socio-économique dans un cadre institutionnel national qui conditionne l'efficacité de l'action publique, la qualité de la coordination des agents économiques et la reconnaissance effective de principes de justice sociale.

Nombre d'auteurs jugent de la mondialisation contemporaine en accordant à l'un de ces deux trends une priorité ontologique que l'autre n'aurait pas : soit qu'ils apprécient l'État-nation comme une réalité contingente, presque un accident de l'histoire, face à la solidarité naturelle de l'humanité, dont la « mondialisation heureuse » ne serait que l'inévitable forme marchande ; soit qu'au contraire ils entendent préserver la nation, communauté fondamentale de la vie sociale, d'une mondialisation qui relèverait d'abord de l'idéologie intéressée de groupes sociaux particuliers. Cette opposition recoupe le débat des historiens sur les rôles respectifs des États et des acteurs sociaux dans la libération des progrès techniques qui ont nourri la Révolution industrielle, puis le développement capitaliste. Lorsque la prééminence est accordée à l'action des États, l'économie-monde est conçue comme un espace hiérarchisé où les États (cités, nations ou empires), d'inégale puissance, sont les maîtres d'œuvre de la cohérence économique interne et ordonnent les relations économiques externes. L'histoire de l'économie-monde est alors celle des dominations inter-étatiques et la théorie de l'impérialisme cons-

titue un aboutissement logique de cette approche, lorsque l'économie-monde devient unilatéralement dominée par une puissance centrale qui incorpore les périphéries à son système productif. Il n'est pas sûr que la notion d'économie-monde, ainsi comprise, soit fidèle à son acception d'origine, chez Braudel, lequel insistait bien davantage sur l'initiative autonome des acteurs économiques, marchands et capitalistes, qui n'étaient pas que les sujets d'un État. Attribuer principalement, sinon exclusivement, la genèse des rapports de domination à l'inégale capacité des États de structurer économiquement l'espace politique qu'ils ont en charge, appauvrit cette notion.

L'article obéit à une démarche chronologique, en s'efforçant d'éclairer, pour chaque phase historique, comment la combinaison de l'action des États et du comportement des acteurs économiques a contribué à définir la configuration de l'économie internationale et le mode d'insertion des nations dans celle-ci. La première partie montre la maturation, au cours du XIX^e siècle, d'une véritable économie mondiale, dont les principes de fonctionnement et le régime de croissance ont participé aux transformations économiques et sociales des nations modernes. La seconde s'interroge sur les facteurs qui, à partir du début du siècle actuel, furent à l'origine de la destruction de cette économie mondiale comme système cohérent. Elle examine ensuite le rôle de la reconstruction d'une économie internationale dans l'épanouissement, au long des trente glorieuses, des croissances nationales et des sociétés salariales dans les pays de l'OCDE. Elle souligne aussi les limites de cette évolution : la forme de l'État-nation a essaimé, au point d'apparaître comme le mode d'existence obligé des communautés politiques, sans qu'elle s'avère la condition suffisante d'une prospérité largement répartie en leur sein. À l'échelle mondiale, le fordisme est resté un ordre social démographiquement minoritaire.

Aussi, l'expansion démographique mondiale a constitué une incitation puissante à la mondialisation des rapports économiques, dès lors que les réponses aux besoins sociaux ne trouvaient pas spontanément place au sein de l'organisation existante des nations, notamment celles qui sont issues de la décolonisation. La troisième partie s'attache à caractériser la vague contemporaine de mondialisation, en insistant sur les facteurs et les incertitudes qui handicapent l'émergence d'un régime de croissance stable susceptible de la consolider. Elle fait ressortir en conséquence la fragilité, voire la réversibilité, de cette vague, confrontée à une forte instabilité des zones d'impulsion de la croissance mondiale, d'origine notamment financière. La partie conclusive examine les similitudes et les différences entre le mouvement de mondialisation du XIX^e siècle et la vague contemporaine. Elle en tire argument pour préciser les contradictions propres à cette dernière, qui manque des institutions capables d'en régulariser le cours.

Le monde d'hier

La constitution économique et sociale des nations modernes n'est en fait pas indépendante d'un rapport actif au monde et a pris appui sur des modes d'insertion, spécifiques et évolutifs, au sein de l'économie mondiale.

L'internationalisation ordonnée du premier XIX^e siècle

Un ordre économique mondial s'épanouit entre 1820 et 1860, après s'être dégagé, durant le XVIII^e siècle, de l'économie-monde réticulaire jusque-là animée par les Provinces-Unies hollandaises. Cette économie-monde reposait sur le rôle actif de négociants professionnels qui tiraient leur bénéfice des arbitrages permis par la faible intégration des marchés mondiaux, mais elle n'innervait que superficiellement les économies nationales. La montée des politiques protectionnistes et industrialistes en Europe dans la première moitié du XVIII^e siècle s'appuie sur l'amélioration des pouvoirs d'achat agricoles. Elles favorisent la constitution de véritables économies nationales, insérées dans une division internationale du travail, et mettent en cause le rôle d'intermédiaire privilégié des marchands hollandais. L'engagement de la révolution agricole, puis industrielle, au Royaume-Uni, qui n'était pas la première puissance commerciale, inaugure le développement de capitalismes à base nationale, voire régionale : le rôle des premiers bassins industriels, qui concentrent un ensemble de ressources matérielles et culturelles et qui limitent ainsi des coûts de transport encore élevés, est essentiel dans le décollage d'une industrialisation capitaliste endogène. Mais la puissance productive inédite de ces capitalismes incite à la recherche active des débouchés extérieurs. Les premiers capitalismes industriels, britannique puis français, ont un besoin intrinsèque de ces débouchés pour écouler leurs surplus exportables, car, pendant longtemps, le dynamisme des marchés internes restera en retrait de la nouvelle capacité d'expansion industrielle. Le commerce transatlantique avec les Amériques devient essentiel pour la Grande-Bretagne et la France¹.

L'issue des guerres napoléoniennes entérine la domination britannique au sein d'une organisation économique internationale qui prend un caractère ordonné, car la concurrence est contenue par les complémentarités qui découlent de la spécialisation des pays. Le protectionnisme, inégal et sélectif, ne s'oppose pas à l'accélération progressive du commerce mondial, car il participe à la définition des spécialisations

1. « Les États-Unis sont, jusqu'au lendemain de la guerre de Sécession, un marché idéal pour les exportateurs européens, puisqu'ils jouissent de pouvoirs d'achat égaux ou supérieurs aux pays d'Europe les plus avancés tout en n'ayant encore qu'une industrie trop peu diversifiée pour fournir toute la gamme des produits » (Verley, 1997b, p.619-20).

nationales et à une insertion reconnue dans la division internationale du travail. Il contribue à régler le mouvement des marchandises, mais laisse circuler les hommes et les capitaux, ce qui favorise la diffusion des savoirs industriels et les rattrapages techniques². La libéralisation commerciale des années 1850-1860 stimule l'expansion commerciale sans bouleverser la structure des échanges car celle-ci s'est enracinée dans la constitution et l'articulation des systèmes productifs nationaux. Un ensemble de pays (le Royaume-Uni, la France, la Belgique, progressivement rattrapés par les États-Unis, l'Allemagne, la Suède...) se détachent comme un « club de convergence Nord-Atlantique ». Au sein de ce club, la complémentarité des spécialisations et la stabilisation des avantages comparatifs équilibrent l'agressivité concurrentielle³.

Bairoch (1993) relativise l'importance des débouchés représentés par les régions périphériques (pays coloniaux ou tropicaux) pour l'industrialisation des pays appartenant au « club Nord-Atlantique » : ces débouchés ne semblent avoir eu un rôle majeur que dans le cas de l'industrialisation britannique, trop souvent indûment généralisé. Pour les autres métropoles industrielles, c'est un rôle d'appoint jusqu'à la première guerre mondiale. L'ordre international des années 1820-1860 exerce néanmoins une influence générale, jusque sur les conditions de production locales d'artisans de pays lointains. Il le fait à leur détriment lorsque les économies d'échelle réalisées dans les pays *leaders* modifient radicalement la structure des avantages comparatifs et poussent à la baisse des prix internationaux. L'impact destructeur des exportations cotonnières britanniques sur l'industrie textile indienne est typique. Le développement inégal, au détriment du futur Tiers-Monde, s'enracine dans ces effets d'éviction, alors qu'à la veille de la Révolution industrielle, les écarts de niveaux de vie entre régions du monde restaient apparemment encore limités⁴.

L'affirmation de cet ordre international mobilise des processus élémentaires qu'on retrouve à d'autres époques : vitesse accrue de circulation de l'information, réduction des coûts de transport, innovations

2. L'écart technologique entre la Grande-Bretagne et la France s'accroît pendant la révolution et les guerres napoléoniennes. Mais, une fois la paix revenue, le retour à la libre circulation des hommes et des savoirs et la levée des obstacles légaux (la sortie d'ouvriers britanniques fut interdite jusqu'en 1825, l'exportation de machines anglaises jusqu'en 1843, mais la pratique était déjà autre chose) raccourcissent spectaculairement les délais de diffusion technologique entre la Grande-Bretagne et le continent. Ils seront très faibles après 1840. La France et l'Allemagne deviennent eux-mêmes centres de diffusion technologique (Crouzet, 1996; Verley, 1997a).

3. « Les échanges anglo-américains sont ceux qui correspondent le mieux au schéma théorique habituel du commerce entre un pays industriel, fournisseur de produits manufacturés, et un pays moins avancé, fournisseur de produits primaires, relations équilibrées et qui, profitables aux deux partenaires, sont incitées à se développer » (Verley, 1997b, p.579). Crouzet parle « du caractère non spontané de la révolution industrielle en France : rien ne se faisait quand la concurrence et les contacts avec l'Angleterre étaient suspendus » (1996, p.76).

4. Sujet évidemment débattu : Maddison (1995) perçoit des écarts initiaux en faveur de l'Europe plus importants que ceux qu'estime Bairoch (1993).

commerciales et financières, stratégies privées d'échelle mondiale. Ces processus favorisent le rattrapage européen continental sur le Royaume-Uni, en enlevant à ce dernier le monopole de l'avance technique. Ils entraînent aussi une plus grande homogénéité des marchés mais finissent par buter sur l'immobilisme des modèles de consommation et sur l'inertie des demandes intérieures qui en est l'expression. Le recours aux marchés extérieurs reste un exutoire au déséquilibre entre la croissance de la puissance productive des pays industriels et l'inertie des revenus de la masse de leur population, qui inhibe la formation de larges marchés intérieurs pour des produits de consommation standardisés. Les profits l'emportent aisément sur les salaires dans le partage des gains de productivité, en raison du poids de l'offre de main-d'œuvre d'origine agricole sur la fixation des salaires et de l'absence de norme salariale propre aux nouvelles conditions de production industrielles. La contradiction entre la mise en œuvre de capacités de production importantes, dont le caractère indivisible se renforce, et l'instabilité conjoncturelle de la demande de consommation, s'exprime, à partir de 1820, par la récurrence des crises commerciales, bien repérée par les contemporains.

L'internationalisation de ces crises s'affirme aussi. Les crises financières de 1825 et 1836 prennent naissance dans les excès spéculatifs des échanges transatlantiques, entre l'Europe et les deux Amériques. Celle de 1857, d'ampleur mondiale, clôt l'expansion impulsée par les découvertes d'or californiennes et australiennes, au début de la décennie, et l'effondrement du marché international du blé constitue son épice (comme le sera celui du coton pour la crise de 1866). L'arrêt des investissements allemands dans les chemins de fer américains contribue à la contagion internationale de la panique financière en 1873, qui débouchera sur une dépression prolongée⁵. Face à ces crises, la coopération entre banques centrales se limite à des arrangements ponctuels, assez politisés.

Le second XIX^e siècle : la mondialisation concurrentielle et la modernisation capitaliste des nations

Cet ordre marchand d'échelle mondiale se fissure dans les années 1870 à 1890, lorsque la « Grande Dépression » ralentit la croissance et altère la rentabilité des pays industriels de première génération. Elle recouvre le passage d'une division internationale du travail ordonnée par quelques pôles dominants à une concurrence mondiale plus ouverte, que facilite l'extension du transport maritime à vapeur. L'issue de la

5. Sur tous ces épisodes, voir Juglar (1862, 1889), Kindleberger (1994), Morgenstern (1959). Les contemporains étaient fort impressionnés par la globalisation de ces crises et ressentaient avec acuité l'unité commerciale et financière nouvelle du monde. Kindleberger en donne de nombreux témoignages.

guerre de sécession avait signé le passage des États-Unis d'un modèle d'exportation cotonnière et de substitution aux importations industrielles à un modèle d'exportation plus diversifié et agressif, d'abord agro-alimentaire puis industriel. Plus largement, les pays neufs (États-Unis, Australie, Argentine...) entrent dans une relation de concurrence affirmée avec les métropoles industrielles. Cette concurrence exerce une pression déflationniste sur les prix internationaux. L'accumulation du capital, largement internationalisée, permet le contournement des barrières commerciales mais son orientation est sensible à la croissance et à la rentabilité potentielles des diverses régions du monde. Les rythmes internationaux de l'accumulation du capital traduisent une alternance quasi-cyclique (de type Kuznets) entre la priorité à l'investissement dans les métropoles et la priorité à l'exportation de capitaux, et d'hommes, dans les pays neufs, en fonction des prospérités relatives et des opportunités respectives de rentabilité⁶. Cette alternance des cycles d'accumulation est constitutive du mode de fonctionnement de l'économie internationale sur la seconde moitié du XIX^e siècle, jusqu'en 1914.

Les crises financières ponctuant le développement des pays neufs contribuent à l'alternance lorsqu'elles obligent ceux-ci, après une phase d'expansion et de surendettement dopée par l'excès de confiance spéculatif dans la rentabilité immédiate d'investissements massifs, à rembourser leurs dettes par le redressement de leurs balances courantes. Celui-ci passe par la réalisation de surplus exportables en direction des métropoles redevenues les pôles rentables de l'accumulation internationale. Ainsi, la crise Baring, en 1890, débute en Argentine et conduit à un déclin des prêts britanniques, qui contribuera à plonger d'autres régions du monde (Afrique du Sud, Australie, États-Unis) dans la crise. Après 1893, une fois la dépression conjoncturelle dépassée, l'entrée dans la « Belle Époque » correspond au retour des métropoles industrielles sur un sentier de croissance plus favorable, car elles reconstituent leurs parts de marché, mais la structure de l'économie-monde s'est profondément modifiée : l'industrialisation s'étend à de nouvelles régions du monde, le *leadership* américain prend le relais de l'hégémonie britannique, le rattrapage allemand modifie les hiérarchies européennes, le Royaume-Uni défend ses positions en relançant un colonialisme de masse qui entend mobiliser efficacement les ressources de l'empire.

La nationalisation des capitalismes

Les contraintes exercées par la transformation des marchés mondiaux sur les premiers pays industriels poussent à des mutations internes, qui dessinent de nouveaux modes d'articulation entre marchés intérieurs et extérieurs et permettent de faire jouer les effets d'échelle

6. Cf. les travaux de Vidal (1989, 1993, 1994).

pour affronter la concurrence⁷. La « Grande Dépression », dans un contexte à dominante libre-échangiste, détériore les revenus agricoles et fonciers des pays de l'Europe continentale mais la formation d'un pouvoir d'achat urbain et salarié prend progressivement une nouvelle échelle, sans que le processus soit toujours suffisamment marqué pour que la compensation soit complète. En France, particulièrement, la progression des débouchés populaires, qui s'amorce à partir de 1860, bute sur une inertie encore forte des rémunérations et des comportements de consommation. Haupt (1993) date néanmoins des années 1860-1870 la constitution en France d'un marché national intégré, y compris pour des produits de base comme les céréales : le libre-échange externe force l'unification du marché interne tandis que l'émergence du grand commerce fait jouer des effets d'échelle favorables aux baisses de prix.

La fin du XIX^e siècle voit la formation d'un capitalisme de grandes entreprises qui vont s'efforcer de mieux contrôler la demande afin de pleinement réaliser leur efficacité productive. Les sociétés à dominante progressivement urbaine, qui s'affirment dans le cadre unificateur de l'État-nation, forgent le milieu propre à l'épanouissement du capitalisme industriel : les débouchés de consommation s'élargissent et le grand commerce en est désormais un agent actif, la formation du capital humain devient l'objet d'un effort minimal, avec le développement de l'éducation primaire et de la formation professionnelle. Dans la foulée de 1848, c'est une nationalisation du social qui se dessine peu à peu. Le syndicalisme naissant et le courant socialiste participent à la recherche, conflictuelle, de la conciliation entre la cohérence nationale et l'harmonie internationale. Ils se préoccupent, notamment dans les pays anglo-saxons, de la protection du marché du travail national, y compris par le recours éventuel à des dispositifs discriminatoires. La politique bismarckienne intègre la social-démocratie allemande au jeu institutionnel grâce à la promotion des assurances sociales. En France, l'État affirme progressivement un rôle d'« instituteur du social » (Rosanvallon, 1990), qui entend faire d'une société d'individus une véritable communauté de citoyens. C'est seulement à la fin du siècle cependant, avec l'émergence de premiers droits sociaux reconnus comme tels, que la question sociale devient assumée en France par le libéralisme républicain, sur un mode qui ne s'en tient plus à la tradition d'assistance héritée du siècle précédent et qui prend la mesure du paupérisme intrinsèquement associé à l'industrialisation. La notion même d'« État-providence » apparaît, tout comme l'idée de solidarité, qui reconnaît l'interdépendance des individus comme fondement de l'unité sociale.

7. « Le mécanisme moteur de l'industrialisation du XIX^e siècle fut l'enchaînement entre l'extension du marché qui permettait de produire davantage à coût plus bas et la baisse des prix qui permettait d'étendre de nouveau le marché. Il ne pouvait fonctionner que s'il s'appuyait sur des classes intermédiaires suffisamment développées pour constituer une demande importante en volume et sur une participation croissante des classes populaires à la consommation » (Verley, 1996, p.101).

L'unification nationale du marché du travail et l'intégration institutionnelle des masses populaires concourent ensemble à l'organisation de l'exploitation capitaliste du travail sur une base nationale. Braudel, s'interrogeant sur le paradoxe d'une unité française qui n'a rien de naturel, met en avant, entre autres facteurs, le rôle des migrations internes et de leur facilité accrue grâce aux chemins de fer dans la seconde moitié du XIX^e siècle⁸. Le brassage humain qui résulte de la recherche, à l'extérieur du terroir d'origine, d'un travail monétairement rémunéré, d'un conjoint aussi, contribue à la reconnaissance de l'appartenance commune à l'espace national. Ce brassage fait autre chose des nations capitalistes modernes que la simple généralisation, à l'échelle nationale, d'un principe élémentaire d'organisation familiale. Renan, dans sa conférence de 1882 « *Qu'est-ce qu'une nation ?* », l'avait très explicitement perçu et énoncé, lui qui, une décennie auparavant, avait bien du mal à inclure paysans et ouvriers dans sa conception élitaire de la nation⁹. Si la France héritière du vieux morcellement féodal, encore géographiquement cloisonnée, et toujours idéologiquement partagée, finit par affirmer son unité républicaine, c'est aussi parce que la diffusion interne du capitalisme fonde une cohérence sociale dont les luttes de classes, aussi violentes puissent-elles être parfois, sont pourtant partie prenante : les classes et leurs conflits se nationalisent. Le libre-échange des années 1860-1870 contribue à la liquidation de la propriété foncière comme lieu dominant du pouvoir social et favorise la constitution de groupes sociaux, bourgeoisie industrielle et classe ouvrière, qui se détachent des particularismes locaux. Le marché du travail salarié, en dépouillant le prolétaire de ses racines originelles, livre à la République des candidats à la citoyenneté. Comme l'indique Haupt (1993), ce stéréotype du prolétaire libre est cependant peu réaliste avant 1870-1880, tant que le marché du travail salarié reste enserré dans les réglementations coutumières, les traditions artisanales et l'emprise familiale. A partir des années 1880, l'interdépendance des marchés locaux du travail est plus tangible, le statut de marchandise du travail s'affirme en même temps aussi que l'extension des relations monétaires contribue à l'unification marchande du territoire national. La fin du XIX^e siècle enregistre l'épanouissement de sociétés bourgeoises où l'appropriation et l'accumulation des richesses mettent à profit le mariage du capitalisme et de la nation : l'exploitation rationalisée du travail salarié, au sein d'un marché du travail dont l'unification

8. « Les migrations rééquilibrent la diversité française, elles lui permettent de durer » (Braudel, 1986, p. 65).

9. En 1871, Renan, traumatisé par la Commune tout autant que par Sedan, s'exprime ainsi dans *La réforme morale et intellectuelle de la France* (Calmann-Lévy, 1871, p.23) : « Deux mouvements commencèrent alors [après 1848], qui devaient être la fin non-seulement de tout esprit guerrier, mais de tout patriotisme : je veux parler de l'éveil extraordinaire des appétits matériels chez les ouvriers et les paysans. Il est clair que le socialisme des ouvriers est l'antipode de l'esprit militaire ; c'est presque la négation de la patrie ». Dix ans plus tard, dans *Qu'est-ce qu'une Nation ?*, sa vision de la nation est plus apaisée : son acceptation de la République est passé par là, peut-être aussi la perception de l'intégration socio-économique en cours des masses populaires à la nation.

nationale favorise le caractère concurrentiel tout en élevant la qualité moyenne de la main-d'œuvre, en est le support principal.

C'est cette évolution historique-là qui légitime la définition abstraite de la nation avec laquelle vont travailler les économistes : « Selon Ricardo, la nation est un espace au sein duquel la concurrence parfaite régit les déplacements des capitaux alors qu'ils ne peuvent franchir les frontières. Le modèle HOS (Heckscher-Ohlin-Samuelson) définit la nation comme un bloc de facteurs de production (travail, capital) qui se déplacent librement au sein du territoire national, mais qui ne peuvent se déplacer entre les nations. Cette permanence des caractéristiques nationales permet de spécifier les attributs qui différencient les nations (techniques de production chez Ricardo, dotations relatives en facteurs de production chez HOS) »¹⁰. L'usage analytique de cette définition, pourtant très simplificatrice, est recevable parce que, au cours de la seconde partie du XIX^e siècle, le capitalisme a trouvé dans la nation un assemblage spécifique de formes institutionnelles qui entretiennent son dynamisme. L'unification progressive du marché du travail est une composante-clé de cette évolution. Tout en donnant un rôle majeur aux migrations, Williamson (1996, 1997) mobilise la référence à Heckscher et Ohlin pour étudier l'évolution des inégalités de revenus au sein des pays d'Europe et d'Amérique. Il montre que la conjonction, dans les pays européens où la main d'œuvre est abondante, d'un progrès technique plus économe en terre, de l'effort d'éducation élémentaire, de l'ouverture au commerce international, qui abaisse les prix agricoles locaux, et, enfin, de l'émigration, favorise l'émergence de sociétés plus égalitaires : les salaires des travailleurs non qualifiés connaissent une hausse relative considérable par rapport aux rentes agricoles sur le dernier tiers du XIX^e siècle, avant que le regain de protectionnisme ne stabilise cette évolution. Le mouvement est largement généralisé en Europe, quoique d'intensité différenciée. Il n'épargne guère que les pays constamment protectionnistes, comme l'Espagne.

La tension contrôlée entre ouverture et protection

Ces sociétés nationales sont à la recherche d'un équilibre satisfaisant entre ouverture et protection, qui n'est certes pas le même pour les métropoles européennes et les pays neufs. Le libre-échangisme britannique s'épanouit avec les *Corn Laws* de 1846 et exprime la confiance en soi d'une industrie sans rivale à sa hauteur. La doctrine libre-échangiste mûrit ses arguments, face à la persistance du protectionnisme continental. Au-delà du Royaume-Uni, le libre-échange s'étend en Europe à partir du traité franco-anglais de 1860. Le libre-échangisme européen dominant sur les années 1860-1870 intensifie le commerce intra-euro-

10. Rainelli, 1998, p.24.

péen et accentue l'ouverture des pays du continent mais l'Europe va souffrir, une fois passée la guerre de sécession, de la capacité d'exportation agricole des États-Unis, où les rendements sont croissants. Le libre-échange ne connaît pas une généralisation uniforme, il reste sélectif. Les États-Unis, ainsi que d'autres pays neufs, le Japon aussi, protègent avec constance leur rattrapage, même lorsque le libre-échange connaît son apogée dans les années 1870. La « Grande Dépression », ressentie prioritairement par les pays européens déjà industrialisés, se traduit par un ralentissement sensible de la croissance de l'activité et du commerce mondiaux sur les années 1870-1880. Mais ce ralentissement, quoique sévère et durable, ne débouche pas sur une rupture brutale de l'économie mondiale. Il affecte les équilibres internes des pays européens, au détriment surtout du secteur agricole. Il pousse ces pays, dans les années 1880-1890, à une réaction protectionniste, tangible en France et en Allemagne. L'achèvement du rattrapage allemand a été fortement protégé et s'accompagne de l'effort de constitution d'une zone d'influence régionale. Dans le cas britannique, l'expansion et le contrôle de l'empire évitent l'abandon du canon libre-échangiste.

La réaction protectionniste contribue à la relance de la croissance en Europe continentale, dont « la Belle Epoque » sera le symbole, et, par là, à l'accélération progressive du commerce mondial, après le freinage lié à l'impact immédiat des mesures protectionnistes. Si cette réaction domine jusqu'à la première guerre mondiale, elle reste néanmoins tempérée, lorsqu'on l'apprécie par le mouvement et le niveau des droits de douane (Asselain, 1993). Elle n'a pas débouché sur une surenchère de représailles. Au travers des tensions cycliques, qui incitent chaque nation à trouver le dosage convenable entre libre-échange et protection, l'économie mondiale a progressivement affirmé, sur le demi-siècle qui va de 1860 à la première guerre mondiale, une certaine continuité de sa croissance, qui s'exprime en particulier par celle du commerce. Parce que libre-échange et protection s'entremêlent au sein de l'économie internationale, il n'est pas aisé d'associer les inflexions de l'expansion du commerce international à une périodisation univoque des régimes douaniers. Dans le cas français, par exemple, le traité franco-anglais de 1860 et le nouveau tarif douanier de 1881, puis son renforcement en 1892 (Mélina), paraissent délimiter les périodes libre-échangiste et protectionniste. L'examen plus attentif des séries de taux de prélèvement douaniers effectifs atténue la précision des ruptures : le traité de 1860 entérine des réductions tarifaires déjà intervenues à partir des hauts niveaux de protection caractérisant la première partie du siècle ; une fois que le tarif Mélina, pro-agricole, est adopté, le niveau de la protection douanière ne s'accroît plus et décroît plutôt jusqu'en 1910. La « Belle Epoque » voit un relâchement progressif et mesuré de la protection douanière effective, au fur et à mesure que la compatibilité de la croissance et d'une ouverture mieux maîtrisée s'affirme et que la hausse retrouvée des prix devance la majoration des droits spécifiques sur les importations.

Même lorsqu'elles recourent à la protection, les sociétés nationales de la fin du XIX^e siècle restent ouvertes sur le monde : les hommes continuent à émigrer, des entreprises prennent une envergure multinationale durant la période de croissance protégée des années 1880-1910¹¹. Le couplage entre les exportations de capitaux et les migrations humaines se renforce. Les investissements à l'étranger permettent le contournement des barrières commerciales. Leur relation avec les exportations des pays investisseurs paraît plus de l'ordre de la complémentarité que de la substitution. L'émigration européenne procure aux pays d'accueil une main-d'œuvre à la fois malléable et entreprenante, qui participe à la gestation de nouveaux systèmes productifs.

L'étalon-or, bien public international

L'existence politique et sociale des nations industrielles s'affirme dans le respect de la priorité reconnue à l'ordre international des contrats privés, dont la stabilité est garantie à l'encontre des perturbations monétaires. La généralisation progressive de l'étalon-or, à partir de 1870, consacre cette reconnaissance, en garantissant la convertibilité en or des monnaies nationales¹². La discipline de l'étalon-or freine son universalisation et l'adoption du *Gold Standard Act*, par les États-Unis en 1900, sera facilitée par les nouvelles découvertes d'or, qui améliorent l'aisance monétaire. Cette généralisation bute sur l'hétérogénéité de l'économie mondiale, ainsi que sur les faiblesses financières et institutionnelles de nombreux pays périphériques. C'est en effet un régime monétaire contraignant pour les économies nationales qui l'adoptent. Il exerce une contrainte sévère sur la gestion des banques et des États nationaux. Il relègue au second rang l'objectif d'équilibre interne et implique la flexibilité des quantités comme des prix : le fonctionnement des marchés du travail nationaux, unifiés mais concurrentiels, n'a pas pour référence une norme de plein emploi.

L'acceptation fondamentale de la discipline de l'étalon-or par les pays qui l'adoptent garantit la crédibilité de ce régime monétaire, même lorsque ses règles sont enfreintes par une banque centrale en raison de circonstances critiques : les opérateurs ne doutent pas du retour aux règles du jeu normales, après des difficultés transitoires. Les banques centrales s'efforcent d'anticiper les tensions et de mettre en œuvre une régulation monétaire active, par le maniement de l'escompte : les variations

11. On notera les traits distincts par lesquels deux historiens, Paul Bairoch et François Furet, qualifient respectivement le XIX^e siècle : « La fierté de l'appartenance nationale pénètre toute la vie intellectuelle et sociale de l'Europe » (Furet, 1995, p.44) ; « Le XIX^e siècle ... est ... le siècle par excellence d'un décloisonnement total du monde » (Bairoch, 1997, tome II, p.277).

12. A propos du rôle de l'étalon-or, voir par exemple Aglietta (1995, 1997a), Eichengreen (1997), Flandreau et Le Cacheux (1996), Flandreau, Le Cacheux et Zumer (1998), Morgenstern (1959).

des taux d'intérêt à court terme, sous l'égide de la Banque d'Angleterre, poussent à la synchronisation des cycles conjoncturels. L'intervention des banques centrales n'est pas pour autant parfaitement préventive. Face aux situations critiques, les violations temporaires de l'étalon-or sont admises et la solution des difficultés bénéficie d'une certaine coopération des banques centrales. La viabilité de l'étalon-or repose aussi sur la confiance dans la solidité de l'hégémonie britannique : les exportations britanniques de capitaux refluent sous forme de dépôts étrangers dans les banques anglaises et l'accumulation des balances sterling n'est pas une menace tant que la livre est perçue comme un parfait équivalent de l'or. Cette hégémonie n'est pas exclusive d'une complémentarité, aussi bien que d'une rivalité, entre les places financières de Paris et de Londres.

L'étalon-or constitue ainsi un bien commun international qui participe à la continuité du commerce mondial, au prix de contraintes sévères sur les économies nationales. La correction des déséquilibres de balances de paiement suscite des cycles conjoncturels marqués, dont le degré des contraintes exercées sur la liquidité bancaire est un facteur essentiel, sans que ces cycles dégénèrent en rupture de la croissance mondiale. La volatilité des variables financières (prix des actifs et taux d'intérêt) reste contenue, en dépit de la violence conjoncturelle des crises. A plus long terme, l'étalon-or concourt au renforcement de l'intégration des marchés de capitaux et à la souplesse de l'allocation internationale de l'épargne¹³. Il aura finalement favorisé, en dépit des aléas, la convergence des taux d'intérêt et des gestions publiques, notamment sur la décennie précédant la première guerre mondiale. Les différentiels de taux à long terme entre grands pays sont moins volatiles que ceux des taux courts, plus sensibles aux tensions conjoncturelles.

L'étalon-or historique a combiné un idéal rigoureux et une pratique souple, la symétrie théorique et l'hégémonie britannique. Mais le pragmatisme a plutôt renforcé la confiance dans ce régime monétaire, tant que les conditions structurelles de l'économie mondiale en étayaient les fondements. Ce fut l'âge d'or d'un capitalisme dont la vocation cosmopolite était tempérée par un ancrage national désormais affirmé et ordonnée par des règles du jeu acceptées à l'échelle internationale. L'unification nationale des marchés du travail contribue à rationaliser l'exploitation capitaliste, tandis que les premiers droits sociaux limitent les effets pervers de cette exploitation et que l'absence de norme de plein emploi laisse jouer le libre ajustement aux rythmes de l'accumulation et aux contraintes de la concurrence.

13. Les mesures élaborées d'intégration du marché du capital (à travers par exemple le degré de corrélation des épargnes et investissements nationaux) confirment la force prise par cette intégration, comparativement aux périodes ultérieures. Voir Baldwin et Martin (1999) pour une revue récente.

Un régime inégalitaire de croissance internationale

L'économie mondiale qui s'épanouit dans la seconde partie du XIX^e siècle n'est pas une économie de la prospérité universelle. Les régions périphériques (pays coloniaux ou tropicaux) ne jouent qu'un rôle d'appoint dans la dynamique capitaliste qui anime cette économie. Elles souffrent des effets d'éviction exercés à l'égard de leurs productions traditionnelles. Des inégalités internationales d'ampleur nouvelle nourrissent une tendance à la divergence qui se confirmera jusqu'à aujourd'hui. Une convergence généralisée des produits par tête est en particulier bien loin de prévaloir sur la période 1870-1913 d'épanouissement du capitalisme mondial (UNCTAD, 1997). Maddison (1995) insiste sur le creusement continu des disparités internationales de revenu par tête et sur l'inertie séculaire du classement des pays selon ce critère. Pritchett (1997) se livre à un travail de reconstitution stylisée des trajectoires de PIB par tête depuis 1870 sur un échantillon représentatif de pays pour montrer une divergence absolue, qui n'est au demeurant pas incompatible avec une convergence conditionnelle prenant en compte l'effet du revenu initial sur l'investissement et la scolarisation¹⁴. Appréciés sur longue période, les rattrapages sont restés des expériences circonstanciées, dans le temps et l'espace. Si les pays latino-américains enregistrent un décollage prometteur après 1870, lorsque l'hémisphère Sud de l'Amérique devient une nouvelle terre d'expansion du capital international, ce n'est pas là une caractéristique générale du futur Tiers-Monde. L'Europe elle-même n'échappe pas à ce développement inégal : l'écart se creuse entre ses leaders et les pays méditerranéens et balkaniques.

Cette divergence illustre l'asymétrie des bénéfices dynamiques du libre-échange, selon la position déjà occupée dans l'échelle du développement. La conquête d'avantages comparatifs est passée, dans bien des cas, par une phase de rattrapage protégé et toutes les nations ne disposaient pas d'un Etat capable de l'impulser. Si le Royaume-Uni a tiré profit, durant le XIX^e siècle, de la libéralisation des échanges agricoles alors que l'Europe continentale en a plutôt souffert, c'est parce que son avance industrielle et sa maîtrise des marchés manufacturiers facilitaient la reconversion de son économie et l'absorption de la main-d'œuvre d'origine rurale. Durant la période libre-échangiste, les pays continentaux étaient confrontés à une configuration très différente. Pris entre la concurrence industrielle britannique et la concurrence agricole américaine, ils ont dû recourir à la protection pour achever leur rattrapage sur le Royaume-Uni et franchir une nouvelle étape de l'industrialisation. Les pays dominés encore plus vulnérables risquaient *a fortiori* l'aggravation de leur retard.

14. La notion de convergence conditionnelle est associée au modèle de croissance de Solow. Elle signifie qu'un pays obéissant à une telle convergence tend vers un sentier de croissance qui lui est propre (aussi bien pour le niveau que pour le rythme de croissance du revenu par tête) car il est fonction d'un ensemble de paramètres initiaux et permanents.

L'extension de l'aire de domination du capitalisme industriel, en cette fin du XIX^e siècle, recouvre, en dépit de cette hétérogénéité, l'affirmation d'un régime de croissance internationale, qui inclut prioritairement les pays d'un « club transatlantique » ressemblant vaguement au futur groupe de l'OCDE (en y ajoutant l'Argentine et le Brésil et en enlevant certains pays sud- et est-européens, mais en incluant les pays scandinaves dont le rattrapage est prononcé). Williamson (1996, 1997) associe avec force la convergence des niveaux de productivité et de salaire au sein de ce club à la diffusion des gains de la croissance par le commerce et les migrations. L'intensification capitaliste du progrès technique, la diminution spectaculaire des coûts de transport et de communication et la progression du commerce international interagissent au sein de ce régime de croissance. Maddison (1981, 1995) insiste sur la robustesse, au long du XIX^e siècle, de la croissance tendancielle de l'activité et du commerce mondiaux, associée à un progrès technique davantage incorporé aux équipements qui élève prioritairement la productivité du travail. Il relève l'accélération largement généralisée de la croissance de la production (en niveau et par tête) sur le demi-siècle 1870-1913, par rapport à celui qui l'a précédé (1820-1870). Cette accélération, qui se nourrit du dynamisme des leaders et du rattrapage des suiveurs, entraîne en retour les croissances nationales. Elle ne suffit certes pas à autoriser une convergence généralisée des économies nationales, car la prospérité de chaque nation dépend étroitement des conditions de son insertion internationale.

La capacité de chaque pays à tirer parti de la diffusion rapide des progrès technologiques et à bénéficier de gains commerciaux est inégale, fonction notamment de la réceptivité aux innovations favorisée par l'éducation de la main-d'œuvre, la modernisation des institutions et la reconnaissance des initiatives locales, facteurs largement inhibés dans les régions soumises au régime colonial. Les économies nationales affirment leur sensibilité aux fluctuations du commerce international, et ce facteur de synchronisation des oscillations conjoncturelles interfère avec l'alternance plus lente des cycles d'accumulation de type Kuznets, entre métropoles et pays neufs, pour susciter une dynamique cyclique complexe : cette alternance est plutôt stabilisatrice pour la croissance mondiale, par effet de compensation¹⁵. L'économie mondiale affirme sa consistance au travers des opportunités qu'elle offre aux pays dont l'ouverture est croissante, même lorsqu'ils s'efforcent d'en contrôler le rythme et d'en maîtriser les effets internes, en recourant à une protection tempérée. Celle-ci vise à promouvoir la position internationale du pays plus qu'elle ne traduit la tentation de l'autarcie. Cette ouverture sélective encourage une accumulation qui est source de rendements croissants et d'une diversification des biens

15. C'est sans doute en raison de cette complexité qu'il n'y a pas consensus entre les différents auteurs sur le caractère synchronisé ou non de la conjoncture internationale au cours du XIX^e siècle, surtout sur le demi-siècle précédant 1914. Selon l'attention accordée aux rythmes courts ou longs, la conclusion n'est pas la même.

échangés. Les gains dynamiques de l'échange prennent le dessus sur les gains statiques de la spécialisation, mieux illustrés par la division internationale du travail plus stable qui prévalait sur la première moitié du siècle.

La transformation de l'économie internationale, sur l'ensemble des XVIII^e et XIX^e siècles, peut ainsi difficilement être commentée comme la confrontation de deux principes restant étrangers l'un à l'autre, le principe d'un capitalisme génétiquement apatride d'une part, celui des Etats-nations façonnant les sociétés locales d'autre part¹⁶. L'ordre marchand de la première moitié du XIX^e siècle associe dans une même division internationale du travail des nations dont le capitalisme adolescent développe une puissance productive qui se satisfait mal de l'étroitesse des marchés inscrits dans les frontières nationales ; la poussée libre-échangiste des années 1860-1870 et l'émergence des pays neufs libèrent l'expansion mondiale du capitalisme mais pousse à la maturation des capitalismes nationaux au sein des métropoles. Cette maturation passe par une intégration accrue de chaque marché national, dont l'expansion bénéficie des mutations sociales. L'efficacité des marchés du travail, sous l'angle de l'exploitation capitaliste, bénéficie de l'intégration sociale et politique des masses populaires, dont l'Etat national s'affirme le maître d'œuvre. La nation moderne, munie de ses attributs démocratiques et sociaux, ne s'est pas constituée indépendamment de sa participation active à une économie mondiale dont le capitalisme fonde le dynamisme. Cette participation, en bouleversant les vieilles disparités régionales, ouvre la voie à une plus grande homogénéité nationale. L'appropriation du capitalisme et de la nation a été réciproque.

Simultanément, l'essaimage du capitalisme d'origine européenne stimule de nouveaux foyers d'accumulation et sa dynamique pénètre des régions périphériques. C'est, d'un côté, l'achèvement du processus de domination du monde par l'Europe engagé dès le XVI^e siècle, qui enferme durablement les régions périphériques dans une économie de la dépendance. Cette composante-là est privilégiée par les lectures de l'histoire capitaliste qui font de la domination de la périphérie coloniale, puis néo-coloniale, par le centre européen, puis occidental, le principe directeur de cette histoire¹⁷. D'un autre côté, c'est l'émergence d'une plura-

16. C'est la thématique développée par exemple par Adda (1995) , dans la foulée de Wallerstein : « (La mondialisation) ne fait que restituer au capitalisme sa vocation originelle , transnationale plutôt qu'internationale, qui est de se jouer des frontières comme des États, des traditions comme des nations, pour mieux soumettre toute chose à l'unique loi de la valeur » (Tome I, p.62). La mondialisation est la dynamique capitaliste poussée jusqu'au bout, si bien que « restituée sur la longue durée, l'ère du façonnage de l'économie-mondiale par des Etats-nations rivaux pourrait bien n'apparaître que comme une longue parenthèse historique, le produit fragile et explosif à la fois de l'alliance scellée à l'époque mercantile par les marchands et les princes » (Tome 1, p.4). Il serait pourtant simpliste de représenter l'histoire du capitalisme comme celle du progressif dépérissement des Etats-nations. A prendre le cas d'un Etat-nation aussi typique que la France, la vieille alliance mercantiliste devient, à la fin du XIX^e siècle, celle de la République et d'un capitalisme industriel et financier dont les traits nationaux distinctifs se sont accentués.

17. Bairoch (1993) relativise cette lecture par des arguments précis : il montre ainsi que la dépendance du monde industrialisé à l'égard des matières premières et énergétiques en

lité de foyers d'accumulation, dont la hiérarchie et l'harmonie ne sont pas préétablies, au sein d'un capitalisme international dont le domaine s'élargit. A travers le dosage entre libéralisme et protectionnisme et grâce au rôle joué par l'étalon-or, le capitalisme du XIX^e siècle aura promu une économie mondiale dotée d'une certaine robustesse, face aux tensions cycliques et aux accidents financiers, notamment ceux qui frappent les pays neufs. Les contemporains avaient conscience de cette conciliation entre la croissance, le commerce et la paix. Réussite certes bien provisoire si l'on considère que la première guerre mondiale, qui traduit l'exacerbation de la passion nationale au sein des États modernes n'est pas indifférente aux rivalités économiques qui les ont opposés¹⁸.

Destruction et reconstruction de l'économie mondiale

La dé-mondialisation de l'entre-deux guerres

La mondialisation du XIX^e siècle sera pourtant réversible. Les facteurs de cette réversibilité sont d'autant plus difficiles à démêler qu'ils relèvent de temporalités emboîtées.

L'insularité du *leader* américain

L'émergence du *leadership* américain, d'abord agricole puis industriel, inaugure un mode de croissance intensif du capitalisme qui va creuser les inégalités internationales, bien au-delà du point atteint au cours de l'hégémonie britannique. Bénéficiant d'une protection durable et de la baisse des coûts de transport, l'industrie américaine mobilise les apports de capitaux et d'hommes en provenance de l'Europe pour expé-

provenance des régions périphériques est beaucoup plus typique de l'ère néo-coloniale postérieure à la seconde guerre mondiale que du XIX^e siècle. Il relativise aussi, on l'a vu, le rôle des débouchés périphériques et coloniaux dans l'industrialisation occidentale. Le néo-colonialisme moderne postérieur à la seconde guerre mondiale, efficace et exploiteur, contribue bien plus centralement aux trente glorieuses des pays de l'OCDE.

18. C'est là une question toujours débattue. La théorie léniniste de l'impérialisme conférerait à l'expansionnisme économique des impérialismes concurrents la responsabilité première dans la genèse de la guerre. Des auteurs contemporains (voir Bairoch, 1993 ; Cohen, 1994) s'opposent à ce déterminisme économique, en considérant que l'expansion mondiale de la Belle Epoque atténuait, plutôt qu'elle n'accentuait, les rivalités économiques : la puissance économique des États modernes fournit l'intendance mais non les motifs de la guerre, qui relèvent de la volonté de domination politique. Furet (1995) est plus nuancé et suggère que la compétition économique, sans avoir un rôle autonome ni décisif, a nourri l'annexion du sentiment démocratique par le sentiment national, qui est pour lui le facteur fondamental.

rimiter à grande échelle des systèmes de production radicalement nouveaux. L'intensification capitaliste devient un processus permanent alors que la Révolution industrielle britannique avait mobilisé un capital fixe encore limité, dont la productivité s'améliorait plutôt¹⁹. Le capital fixe par travailleur aux États-Unis dépasse de loin le niveau britannique dès les années 1880-1890. Les taux d'investissement, durant les *leaderships* respectifs, sont plus élevés aux États-Unis qu'au Royaume-Uni et nourrissent une accumulation plus autocentrée dans le cas américain qu'elle ne le fut dans le cas britannique. La productivité et les salaires américains s'élèvent par rapport aux autres pays industrialisés, au point de mettre en cause la convergence qui semblait prévaloir jusqu'alors entre eux (Williamson, 1996). La mécanisation agricole densifie les relations entre l'agriculture et l'industrie américaines. C'est la formation d'une structure économique nationale qui associe l'agriculture et l'industrie dans une même dynamique de croissance rapide. Enfin les investissements en infrastructure ou destinés à l'exploitation des ressources naturelles sont élevés tant que la frontière n'est pas atteinte et que la composante extensive de la croissance américaine reste importante.

Cette dynamique américaine est à l'origine d'une double rupture dans l'équilibre tendanciel de l'économie mondiale, qui prévalait jusqu'alors.

— Les innovations du capitalisme américain ne débouchent pas spontanément, en son sein même, sur un régime de croissance stable, où le salariat de la grande industrie urbaine participe aux bénéfices potentiels accrus de cette croissance. Les salaires américains sont attractifs pour les émigrants du vieux continent mais l'ampleur du courant d'immigration favorise une croissance prononcée des inégalités de revenus aux États-Unis entre 1870 et 1913 (Williamson, 1997) : les gains de la croissance vont d'autant moins spontanément à des travailleurs devenant plus abondants, que l'industrie américaine s'est engagée dans une stratégie d'intensification capitaliste pour parer à la rareté initiale du facteur travail. Le taylorisme appelle le fordisme comme la partie appelle le tout, mais c'est là un processus qui s'étalera sur plusieurs décennies et qui passera par les convulsions des années 1930. Entre 1913 et 1950, les gains de productivité globale des facteurs enregistrés par les États-Unis sont importants, les innovations majeures sont nombreuses et l'efficacité du capital investi se redresse. Ces inflexions témoignent de l'assimilation finalement réalisée de la nouvelle structure technologique par

19. Sur la modération des besoins en capital fixe de la première Révolution industrielle, voir Maddison (1991, 1995), Verley (1997a). Ce dernier invoque deux raisons de cette modération : l'étroitesse des secteurs concernés au départ par la Révolution industrielle (coton, métallurgie) ; la faiblesse des capitaux nécessités par le lancement d'une entreprise nouvelle. Comme l'offre de capital, d'origine extra-industrielle, était elle-même importante, la première Révolution industrielle n'a pas souffert d'une pénurie de capital. Cette situation change au cours du XIX^e siècle. « ...dans la seconde moitié du siècle, avec la deuxième Révolution industrielle, les capitaux devinrent énormes pour démarrer une aciérie ou une entreprise chimique. Le problème du préfinancement allait se poser très différemment pour les pays à industrialisation tardive » (Verley, 1997a, p.185). Maddison propose des évaluations de ce changement.

une économie dont l'équipement en infrastructures est largement constitué. Mais cette acculturation technologique prendra des formes catastrophiques, au travers de dévalorisations brutales de capitaux en excès et de destructions d'emplois massives. La convergence vers un régime d'accumulation plus économe en capital, mieux compatible avec l'expansion salariale, prendra le chemin de traverse troublé de l'entre-deux-guerres²⁰. Le rôle d'entraînement des États-Unis s'en trouvera d'autant affecté pendant cette transition.

- Le fait que la prise de *leadership* américaine aille de pair avec l'intensification capitaliste de la combinaison productive n'est pas un facteur favorable à une imitation aisée des États-Unis par les autres pays, notamment les anciens leaders européens. Jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, les États-Unis vont d'abord creuser, puis maintenir l'écart technologique avec l'Europe. L'importance et l'irréversibilité des apports en capital fixe, ainsi que le coût des nouveaux apprentissages technologiques, font du capitalisme américain moderne un capitalisme plus insulaire que ne l'était le leader britannique. La diffusion technologique se fait moins aisément que lorsque les ouvriers britanniques diffusaient sur le continent le savoir-faire anglais. Broadberry (1996) va même jusqu'à relever la persistance, à long terme, des écarts de développement industriels entre les États-Unis et l'Europe : celle-ci ne serait jamais vraiment complètement passée au modèle de la production de masse standardisée mis en œuvre aux États-Unis depuis le début du siècle.

La sénilité de l'étalon-or

Avant 1914, la croissance économique, même inégale, connaissait un processus de diffusion à l'échelle internationale. Ce processus va se heurter, dans l'entre-deux-guerres, à davantage d'entraves, qui prennent notamment naissance dans l'altération des équilibres monétaires et

20. Dumenil et Lévy (1993, 1996) ont proposé récemment une lecture stimulante de la transformation de l'économie américaine sur la première moitié du siècle, dans un cadre de référence théorique classico-marxiste qui repose sur l'interaction du régime d'accumulation de long terme et de l'instabilité conjoncturelle. L'économie américaine présente à la fin du XIX^e siècle un profil « à la Marx », avec un alourdissement capitaliste qui détériore les performances de rentabilité et accentue l'instabilité conjoncturelle. Les États-Unis s'engagent alors dans une « révolution managériale » qui accélère le progrès technique mais accentue l'hétérogénéité productive. Dans les années 1920-1930, l'écart est maximal entre les rendements anticipés des investissements neufs et ceux des équipements déjà en place. Les espérances de profit associés aux premiers favorisent une spéculation boursière que ne peuvent valider les seconds. L'élimination de capitaux fixes déjà obsolètes, alors qu'ils ne sont pas très âgés, est au cœur de la dépression des années 1930 et permet la restauration des performances de productivité globale et de rentabilité. Cette mutation s'accompagne de la maturation d'institutions améliorant le contrôle macroéconomique et contribuant ainsi à la stabilisation des conditions de croissance. Ces changements concernent en particulier l'articulation du système financier et des normes salariales, ce qui fait référence au travail antérieur d'Aglietta, récemment réédité (Aglietta, 1997b) : l'action de la banque centrale ne se résume plus, désormais, à l'organisation de l'équivalence des diverses monnaies bancaires mais prend en compte le besoin de validation des normes salariales dans la conduite de sa politique monétaire.

financiers consécutive à la première guerre mondiale. A l'issue de celle-ci, la hiérarchie des puissances est remise en cause et les inégalités économiques internationales sont renforcées (Asselain, 1995; Eichengreen, 1997). Les États-Unis sont le nouveau créancier de l'économie internationale, sans jouer vraiment un rôle d'entraînement à la hauteur de leur domination productive et financière. Les exportations américaines de capitaux, sous forme d'investissements directs et de prêts, montent en puissance au long des années 1920. Mais l'économie américaine reste protégée et vend plus qu'elle n'achète aux autres pays. La polarisation durable des excédents américains et des déficits européens, notamment britanniques, contribue à la pusillanimité des investisseurs américains, déjà sensible en 1921 et en 1923, au moment de l'occupation de la Ruhr. Les troubles politiques dans les pays européens font ressortir plus durement la tension entre les besoins sociaux et les contraintes du retour recherché à l'étalon-or, sur la base de taux de change désormais mal en rapport avec les forces réelles des économies.

Durant la brève période de retour à l'étalon-or en tant que système global, entre 1926 (date de la stabilisation française, après le rétablissement, en 1925, de la parité d'avant-guerre de la Livre) et 1931 (dévaluation de la livre sterling), l'harmonie antérieure de ce système n'est pas retrouvée. Les faiblesses des débiteurs ne sont plus considérées comme transitoires et la crédibilité du système collectif est défaillante. Les mécanismes antérieurs d'ajustement des excédents et des déficits ont largement perdu de leur automatisme. Au cours des années 1920, l'accumulation des réserves en or est polarisée, aux États-Unis d'abord, mais aussi en France et en Allemagne après 1926. Alors que le bon fonctionnement de l'étalon-or économisait le besoin d'encaisses en or, la crainte d'un rationnement d'or et la soif de réserves se répandent dans les années 1920. Les tensions entre banques centrales préparent le terrain à la propagation de politiques monétaires déflationnistes, en dépit des tentatives de coopération. La stabilisation monétaire apparente de la fin des années 1920, lorsqu'un grand nombre de monnaies sont de nouveau rattachées à l'or, n'est pas assimilable à un équilibre stable.

La destruction finale de l'économie mondiale par la spirale déflationniste

La dynamique conjoncturelle des années 1920 est disparate d'un pays à l'autre, en fonction notamment de conditions monétaires diverses²¹. Dans le cas des États-Unis, la croissance repose d'abord sur la demande interne, et elle est sensible aux soubresauts cycliques. Elle est alimentée par l'expansion de l'industrie automobile, mais sur une base encore inégalitaire, ce qui ne favorise pas sa stabilité. De son côté, la conjoncture européenne, traversée par les tensions politiques et monétaires,

21. Sur cette dynamique, voir Wagemann (1931), Asselain (1995).

devient irrégulière et éclatée. Une tendance claire et unifiée de l'économie mondiale est moins aisément repérable qu'avant 1914. Le rôle d'entraînement du commerce mondial a perdu de sa force, alors même que les protections commerciales effectives demeurent encore modérées, que les mouvements de capitaux s'intensifient et que l'endettement international grandit. La déconnexion des dynamiques commerciale et financière de l'économie internationale s'affirme. Le point de départ de la crise, alors que l'euphorie boursière prévaut encore aux États-Unis et y attire les capitaux, c'est une amorce, dès 1927-1928, de contraction industrielle dans une série de pays dispersés (Australie, Japon, Allemagne, Canada, Argentine, Brésil), souvent endettés à court terme. Cette contraction pèse sur les volumes et les prix du commerce mondial.

Lorsque les États-Unis réagissent au dérapage spéculatif de leur activité en 1928-1929 par des mesures monétaires restrictives, la transmission des influences déflationnistes est rapide. Le relèvement de son taux d'escompte par la Banque d'Angleterre, en septembre 1929, signe le déclenchement du krach, en faisant refluer les capitaux de la place de New York. La propagation de la crise financière concerne particulièrement le débiteur allemand : les récessions américaine et allemande devançant celles des autres grands pays industriels et sont largement parallèles jusqu'en 1932. La chute des importations américaines ferme quasiment l'économie des États-Unis. Les politiques nationales de déflation font surenchère les unes sur les autres et nourrissent la spirale dépressive mondiale. Les dévaluations argentine, uruguayenne, australienne et néo-zélandaise, au début de 1930, contribuent aux baisses de prix internationales, notamment agricoles. Après une pause en 1930, la propagation internationale de la crise financière prend toute sa vigueur. Elle se nourrit des difficultés de la coopération entre grands pays et de l'absence de prêteur international en dernier ressort. Un véritable fractionnement de l'économie mondiale se produit, en fonction de l'accrochage abandonné ou un temps maintenu de chaque monnaie à l'or, au rythme aussi des représailles protectionnistes. Les prélèvements douaniers montent en flèche et les contingents s'y ajoutent. La désintégration de l'étalon-or, qui a commencé à la périphérie en raison de l'effondrement des réserves d'or des pays producteurs de matières premières, fait retour sur le centre. Les pays cherchent à défendre leur compétitivité par les baisses de prix, c'est-à-dire par la déflation interne lorsque la convertibilité-or de la monnaie est maintenue, et, lorsqu'elle devient intenable, en se résignant à la dévaluation. Après les dévaluations de la livre (1931), puis du dollar (1933), le système international se réduit à une juxtaposition de la zone sterling, du bloc dollar émergent et du bloc-or résiduel.

Emportées par la désintégration du système monétaire et financier international, les politiques économiques nationales sont paralysées, tant qu'elles s'accrochent au dogme de la convertibilité-or. L'exigence

de crédibilité financière, entretenue par les spéculateurs, s'oppose aux initiatives de réflation dans les pays du bloc-or. Les premières années 1930 témoignent de l'extrême difficulté des politiques nationales à contrer le jeu négatif des interdépendances internationales, lorsque celles-ci sont devenues le support de la propagation des désordres financiers. Les relances nationales passent par des initiatives unilatérales, accompagnées de dépréciations monétaires, qui sont l'issue obligée mais qui ne concourent pas à une meilleure coopération internationale. Ces politiques organisent la mobilisation des ressources nationales et expérimentent un nouvel interventionnisme étatique, mais elles prendront, dans les cas de l'Allemagne et du Japon, les pires modalités. Il faudra néanmoins que la guerre commerciale et monétaire se calme, vers 1936, pour que les reprises nationales puissent, sinon se généraliser (les États-Unis sont de nouveau confrontés à la récession en 1937), mais s'affirmer plus aisément, sur le fond d'un commerce mondial rétréci et d'une économie mondiale disloquée. Entre 1929 et 1933 le commerce mondial aura chuté de l'ordre de la moitié en volume et des deux tiers en valeur, bien plus que les productions. Les échanges résiduels sont désormais encadrés par des accords bilatéraux et la contrainte d'équilibre qui s'impose à chacun d'entre eux rationne les échanges globaux. Les exportations de capitaux se sont également rétrécies, au point qu'il n'apparaît plus possible de parler d'un marché mondial des capitaux. Elles se recentrent désormais, surtout sous forme d'investissements directs, sur les zones de domination préférentielle de chaque grand pays (l'Amérique latine pour les États-Unis, par exemple). Les réseaux d'échange internationaux se reconstituent ainsi sous la forme d'un partage cloisonné des aires d'influence. Certains pays producteurs de produits primaires, qui ont connu des difficultés parmi les plus graves, inaugurent des politiques de substitution aux importations (le Brésil est le cas type). Peu pourront en faire l'amorce d'un véritable décollage industriel : c'est aussi le sous-développement moderne qui s'affirme dans les années 1930.

Tout n'est pas original dans les enchaînements conjoncturels des années 1920-1930 : l'économie américaine parcourt une trajectoire conjoncturelle dont les caractéristiques, dans l'expansion puis la récession, sans être complètement inédites, prennent des proportions monstrueuses, inconnues lors des cycles précédents. L'inadaptation des institutions et des politiques concourt à l'impact catastrophique de cette exacerbation du cycle. A l'échelle internationale, le défaut de coopération entre les grands pays, dans un contexte de déséquilibres hérités de la guerre, contribue à l'amplification réciproque des tensions et des effondrements. Une conjoncture internationale devenue ingérable achève de détruire l'économie mondiale héritée de la « Belle Époque ». Cette économie, il est vrai, était déjà ébranlée, dans ses fondements, par l'hétérogénéité accrue de ses participants. Elle l'était aussi par l'incertitude des mutations sociales et institutionnelles, internes et

communes aux nations, qui auraient pu leur permettre d'accéder à un régime d'accumulation que les États-Unis expérimentaient encore largement en solitaires.

L'arrière-plan des Trente Glorieuses : la reconstruction de l'économie mondiale

La convergence fordiste au sein de l'OCDE

Dans l'après-guerre, la reconstruction économique et politique des nations développées, puis l'épanouissement des sociétés salariales et des États-providence, s'appuient sur un ensemble de changements institutionnels qui participent à une maîtrise nationale plus affirmée de l'intensité et de l'orientation de la croissance. Le planisme passe de l'idéologie à la pratique et forge ses instruments d'action, avec l'élargissement du secteur public, la rationalisation de sa gestion et la montée en puissance des financements publics. L'extension du secteur public concourt à une meilleure diffusion des gains de productivité associés à des technologies génériques comme l'électricité et soutient ainsi la rentabilité privée; la socialisation d'une partie des dépenses salariales et sociales stabilise la formation de la demande globale. La mixité nouvelle des interventions publiques et des initiatives privées introduit des incitations puissantes à une accumulation plus régulière du capital et à l'incorporation efficace et rapide du progrès technique. Le dynamisme du capital est domestiqué pour contribuer à l'amélioration de la condition salariale, au point qu'on puisse parler de « société salariale » pour désigner les sociétés d'après-guerre. Les salariés restent subordonnés mais ils acquièrent des droits sociaux élargissant leur accès aux richesses produites. Cette domestication s'appuie sur des médiations institutionnelles qui orientent l'action des critères de rentabilité privée. Ces médiations s'inscrivent prioritairement dans les États-nations — sans qu'elles soient toujours étatiques (les conventions de branches sont un exemple de médiations à un niveau intermédiaire). Elles procurent une assise solide aux interventions de politique économique, aussi bien pour faire face aux chocs conjoncturels que pour impulser les conditions collectives de la croissance.

La confiance nouvelle dans les régulations internes aux États-nations a souvent relégué au second plan le rôle permissif de conditions internationales, sans lesquelles les nations n'auraient pu affirmer une certaine autonomie de la gestion de leur croissance. À cet égard, l'évaluation exacte des mérites de Bretton Woods n'est pas un exercice facile. C'était un compromis entre deux manières de tirer la leçon de la crise des années 1930, selon qu'on insistait sur la destruction du libre-échange par l'insta-

bilité des taux de change ou sur la responsabilité des politiques de déflation, exportée d'un pays vers l'autre. A Keynes, qui souhaitait des changes ajustables, garantis par des contrôles suffisants et par des dispositifs souples de financement international, l'américain White opposait des changes fixes, sans contrôle et avec peu d'obligations de financement : le créancier américain était réticent à trop s'engager²². On eut finalement des changes théoriquement ajustables, l'admission des contrôles de capitaux, la promotion du rôle de veille du FMI à l'égard des déséquilibres temporaires de paiement et du retour à la convertibilité. Mais il est difficile d'identifier, dans les décennies de croissance d'après-guerre, ce qu'a pu être un régime de fonctionnement permanent de Bretton Woods, car des phases distinctes se sont finalement assez vite succédées. Le mérite de ce système fut plutôt de s'être avéré, en pratique, suffisamment adaptable, au fur et à mesure que la configuration de l'économie internationale se modifiait.

Dès le départ, la stabilité du cadre défini à Bretton Woods est en effet menacée par la pénurie de dollars. Les devises européennes doivent être dévaluées en 1949. Il faut que les Américains consentent à la fois à un engagement financier important, *via* le plan Marshall, et à la priorité de la libéralisation intra-européenne, *via* l'Union européenne de Paiements, laquelle facilite la levée coordonnée des restrictions monétaires aux échanges, pour que la promesse du retour généralisé à la convertibilité courante, entre les grandes nations développées, devienne une perspective tangible. Avec l'expansion retrouvée aux États-Unis, leur appel conséquent aux importations et le développement des investissements américains à l'étranger, la redistribution des réserves américaines, qui fait du dollar une véritable monnaie commune, permet la réalisation de cette promesse à la jointure des années 1950-1960. C'est un double processus de « désinsularisation » de l'économie américaine et de rattrapage de celle-ci par les Européens et les Japonais qui se met en œuvre.

Replacé dans une perspective de longue période, ce processus apparaît plus comme le produit de circonstances précises que comme un modèle aisément généralisable : les trois premières décennies de l'après-guerre ressortent comme la période privilégiée où, au sein du groupe constitué des pays de l'OCDE, la convergence, qu'elle soit conçue comme *s*-convergence (une baisse absolue de la dispersion des niveaux de développement) ou *b*-convergence (une croissance plus rapide des pays initialement retardataires) prévaut sans ambiguïté²³. La convergence bénéficie de la forte croissance commune, qui favorise l'intensification des échanges réciproques et les transferts associés de savoirs techniques. Les ren-

22. Voir Eichengreen (1997).

23. La *s*-convergence implique la *b*-convergence mais non l'inverse : la *b*-convergence peut être comprise comme l'existence d'un processus de rattrapage, mais la réalisation de celui-ci peut être entravée par des chocs qui affectent différemment les pays et qui finissent par accroître leur dispersion. Voir l'article de Fuss (1999) dans ce même numéro. Pour l'application de ces concepts à l'histoire économique internationale et spécialement européenne, on peut se référer à Hénin et Le Pen (1995) et à Van Ark et Crafts (1996).

dements d'échelle et les effets d'apprentissage contribuent à la bonne rentabilité des investissements qui soutiennent un rattrapage souvent très gourmand en capital fixe. Le rattrapage bénéficie aussi de l'intensification de l'effort de formation du capital humain et de l'accès accru du salariat à l'enseignement secondaire, professionnel ou général.

Le système de Bretton Woods n'a jamais fonctionné qu'au travers d'excroissances successives (le plan Marshall, l'UEP, le marché des eurodollars,...), qui ont d'abord permis le réamorçage des échanges multilatéraux entre les pays éprouvés par la crise et la guerre, et qui ont ensuite accompagné leur rattrapage sur les États-Unis. Il aura constitué, pendant deux décennies, un cadre finalement assez accommodant pour l'harmonisation de croissances potentielles encore assez différenciées au sein de l'OCDE, en associant cette harmonisation à la libéralisation progressive des échanges. Il a contribué à étendre, à cette échelle, les compromis keynésiens internes mis en œuvre par les gouvernements et les acteurs sociaux. La stabilité des relations commerciales est devenue perçue comme un bien public international, et les États-Unis se sont désormais montrés particulièrement soucieux de sa pérennité.

Le centre et la périphérie : le fordisme et son contraire

L'ordre international des années 1950 et surtout 1960 repose cependant sur une configuration particulière de la formation et de l'allocation des ressources mondiales. Les pays de l'OCDE bénéficient de gains de productivité internes élevés et de termes de l'échange avantageux qui contribuent ensemble à de fortes capacités nationales d'accumulation et à l'épanouissement de la société salariale. La réussite du fordisme reste principalement réservée à ce groupe démographiquement minoritaire de pays, dont les échanges réciproques s'intensifient, au fur et à mesure des progrès de la libéralisation commerciale, de l'ouverture américaine et de l'intégration européenne. Mais le fordisme se diffuse bien trop sélectivement à l'échelle mondiale pour mettre fin à la polarisation persistante entre clubs de convergence riches et pauvres. L'hypothèse d'une universalisation de la frontière technologique peut au contraire être sérieusement mise en doute, face à cette persistance (Desdoigts, 1997).

Bien qu'ils n'en retirent que des avantages limités, souvent trop faibles pour qu'ils puissent s'extraire durablement du sous-développement, les pays du Tiers-Monde, qui ont accédé à la reconnaissance nationale avec la décolonisation, participent pourtant plus directement à cette économie internationale hiérarchisée. C'est durant cette période que la structuration hiérarchique du capitalisme mondial en un centre et une périphérie, dominée mais intégrée, fournisseuse de matières premières bon marché et de débouchés d'appoint, s'impose le plus clairement. Bairoch (1993) insiste sur le fait que la forte dépendance de l'approvisionnement en matières premières et énergétiques des pays capitalistes

avancés vis-à-vis du Tiers-Monde est un phénomène moderne, qui ne date guère que des années 1950, typique du néo-colonialisme plus que du colonialisme lui-même. C'est aussi sur ces décennies d'après-guerre que les termes de l'échange de produits primaires s'orientent franchement à la baisse. La capacité d'épargne des pays en voie de développement (PVD) reste limitée face à leurs besoins d'investissement, compte tenu du système des prix internationaux. Ces pays sont destinataires de flux financiers qui nourrissent une croissance dépendante, dont ils ne sont guère maîtres. Ces flux stabilisent la croissance de leur capacité d'offre de produits primaires et celle des marchés d'appoint qu'ils constituent.

La croissance de ces économies périphériques est largement induite par celle du commerce mondial, stimulée par le dynamisme des pays de l'OCDE. Certaines d'entre elles, en Asie surtout, en tirent profit pour amorcer un processus d'émancipation et jeter les bases d'un capitalisme national, attentif aux facteurs institutionnels et humains du développement. Les tentatives, par certains pays dominés, d'un développement dit autocentré sont une réaction plus radicale aux dissymétries du système mondial, dans la foulée des politiques de substitution aux importations inaugurées dans les années 1930, et avec l'encouragement que constituent les indépendances politiques nouvellement acquises. L'échec final des socialismes est-européens et tiers-mondistes peut être compris comme l'épuisement des tentatives les plus dirigistes de forcer le rattrapage sur les capitalismes avancés. Dans de trop nombreux pays du Tiers-Monde, au lendemain des décolonisations, l'Etat développeur a plus accaparé la richesse sociale qu'impulsé sa création, le contrôle des rentes étatiques devenant du coup lui-même un objet de conflit (Corm, 1993). L'économie de la dépendance dans laquelle se sont enlisés bien des pays accédant à l'indépendance s'est souvent nourrie de l'impuissance et de l'impécuniosité des nouveaux États.

La crise des années 1970 interrompt la convergence au sein de l'OCDE

Le ralentissement des gains de productivité globale dans les grands pays industrialisés se dessine avant même le premier choc pétrolier. Il manifeste un fléchissement de la dynamique productiviste créatrice de revenus, au fur et à mesure du rattrapage des États-Unis par leurs partenaires de l'OCDE. Il coïncide avec le développement de l'intermédiation financière internationale. La part de l'apport américain au financement de l'économie mondiale s'affaiblit mais l'expansion du marché des eurodollars continue à conférer à la politique monétaire américaine et aux banques qui animent ce marché un rôle moteur dans l'offre de liquidités internationales. L'internationalisation de la gestion des liquidités fait émerger des opérateurs financiers qui n'ont plus

d'ancrage territorial intrinsèque. Elle permet de couvrir aisément les besoins de financement nationaux et de gérer en douceur la déconnexion des fluctuations, d'ampleur au demeurant contenue, entre les États-Unis et le reste de l'OCDE. Mais elle concourt aussi progressivement à distendre la cohérence, organisée dans un cadre national, entre le système financier et les facteurs de la croissance. Les arrangements de Bretton Woods œuvrent enfin à leur propre mise en cause, dès lors que le rattrapage japonais et européen vient progressivement menacer l'hégémonie commerciale américaine et que la souplesse monétaire dégénère en une accumulation déséquilibrée de réserves mondiales en dollars. Au début des années 1970, l'amplitude et la désynchronisation accrues des mouvements conjoncturels révèlent le potentiel d'instabilité accumulé. La convertibilité-or du dollar prend fin au cours de la récession américaine de 1970-1971.

Au lendemain de l'effondrement de Bretton Woods, la contradiction entre l'intensification des mouvements de capitaux et la reconstitution d'un régime viable de change exerce des contraintes nouvelles sur les politiques nationales, lorsqu'elles conservent, malgré l'entrée dans un flottement généralisé, un objectif de parité. La conciliation entre la gestion des équilibres internes et les obligations internationales est devenue un exercice plus difficile. Les économies d'endettement nationales manifestent une vulnérabilité accrue aux dérives inflationnistes entretenues par la flexibilité des changes et par le jeu activé des anticipations. L'élasticité du crédit international leur permet de faire face à la montée de la contrainte extérieure, brutalement révélée par les chocs pétroliers pour les économies affectées de dépendance énergétique, mais elles sont loin de bénéficier de la liberté d'action monétaire théoriquement associée à un régime de flottement pur²⁴. Les difficiles efforts de stabilisation concertée des changes, au cours des années 1970, sont contraignants pour les politiques internes, alors que l'inflation, enracinée dans les comportements nationaux, constitue la première ligne de défense des entreprises face aux menaces nouvelles sur leur rentabilité.

Le processus global de convergence réelle au sein de l'OCDE se défait après le premier choc pétrolier et reste inachevé. Ce sont principalement les pays de l'Europe méditerranéenne (Espagne, Grèce, Portugal, Turquie,... et Irlande) dont le décrochage, au moins pendant une décennie, interrompt ce processus²⁵. Lorsque la croissance commune était élevée, elle tempérait les contraintes extérieures pouvant affecter les pays retardataires, à l'équilibre externe vulnérable. Le freinage général de la croissance est plus durement ressenti dans ces pays. La relance de l'intégration européenne, à partir du milieu des années

24. Levy-Garboua et Weymuller (1981) ont proposé un modèle où la combinaison de l'économie d'endettement et d'un taux de change flexible débouchait sur une dérive inflationniste généralisée et auto-entretenu des grandeurs nominales et poussait, afin de la contrôler, à une gestion du flottement du change.

25. Voir Andres, Domenech et Molinas (1996).

1980, n'a pas encore clairement permis de renouer avec une convergence réelle assurée et généralisée : à l'exemplaire performance irlandaise de rattrapage, qui bénéficie d'amples apports extra-européens de capitaux, s'oppose la stagnation grecque tandis que les rattrapages espagnols et portugais restent, à cette échelle de temps, mitigés et irréguliers. L'Union européenne ne constitue pas encore, pour ses pays membres les moins avancés, l'environnement favorable et incitatif qu'a constitué la sphère de l'OCDE pour l'Europe occidentale et le Japon, dans l'après-guerre. C'est une question majeure, en suspens, après la mise en place de l'euro et à la veille de l'élargissement à l'Est, lequel accroîtra l'hétérogénéité de l'Union européenne.

La mondialisation instable et réversible de la fin de siècle

Depuis le premier choc pétrolier, chaque cycle conjoncturel, à l'échelle mondiale, a été l'occasion de mettre à l'épreuve de nouvelles tentatives d'organiser les rapports économiques internationaux. Et, jusqu'à présent, chacun de ces cycles a révélé la fragilité de modes d'organisation qui ne résistent guère aux situations critiques. L'histoire de la globalisation financière internationale, dans ce dernier quart de siècle, peut être lue comme une succession de configurations caractérisées par une géographie à chaque fois spécifique des flux de financement internationaux et des réseaux institutionnels qu'ils empruntent²⁶. De cette globalisation n'émerge pas aisément un régime stable de croissance internationale, si bien que les crises récurrentes sont autant d'occasions d'un retour menaçant de la fragmentation de l'économie internationale, qui s'exprime notamment par les fluctuations et les distorsions de change réel. Ces crises ne remettent pas pour autant les compteurs financiers à zéro : le double mouvement de libéralisation des marchés de capitaux et de globalisation de leur fonctionnement a fait de la finance internationale une activité dont le développement se nourrit de la liquidation et de la négociation des actifs dévalorisés par les crises.

La combinaison entre ce mode de développement et les incertitudes de la croissance internationale a fait de l'industrie du risque un domaine privilégié des innovations financières. La gestion des risques s'efforce, par les techniques de diversification et de couverture, de segmenter leur éventuelle réalisation et d'éviter la contagion systémique. La réalisation de risques à grande échelle fournit pourtant l'opportunité de nouvelles transactions profitables pour les opérateurs disposant de liquidités. Aussi, malgré les réglementations prudentielles promues par les institutions

26. Voir Aglietta, Brender et Coudert (1990), CEPPII (1994), Passet (1995a).

internationales, il n'y a pas de limite prédéfinie à la montée des risques sur les marchés mondiaux de capitaux. Cette montée est en effet profondément endogène à l'extension de l'emprise de la finance internationale sur une gamme sans cesse élargie d'activités, qui deviennent autant de supports pour de nouveaux actifs. Il en résulte une instabilité dans la mesure même du risque, qui peut faire alterner avec brutalité l'engouement et l'aversion pour certains placements, lorsqu'une conjoncture critique précipite une révision brutale de leurs évaluations. Le retour sur le devant de la scène du risque-pays et la difficulté accrue de son évaluation relèvent de l'interdépendance, au sein d'une économie nationale, entre divers risques sectoriels, privés et publics, dont la réalisation conjointe vient menacer l'insertion internationale du pays.

L'intermède pétrolier

Entre les deux chocs pétroliers, la reprise de la croissance internationale repose sur le couplage entre le nouveau rôle de créancier joué par l'OPEP et l'endettement massif des pays en développement non pétroliers, le système financier des pays occidentaux activant ce recyclage des pétrodollars. Cette configuration révèle son caractère transitoire et chacun de ses pôles défaille à sa façon, lorsque les pays de l'OCDE engagent, États-Unis en tête, des gestions monétaires durablement restrictives, dont l'objectif fondamental est, en brisant l'inflation, d'inciter les agents économiques à des ajustements radicaux. La conséquence en est une élévation structurelle des taux d'intérêt réels qui contamine l'économie internationale et constitue l'un des déclencheurs de la crise de l'endettement des PVD. Dans ce contexte qui prend un tour déflationniste, l'OPEP se révèle comme un créancier structurel bien plus fragile que ce n'était anticipé. Le contre-choc pétrolier de 1985-86 est le coup de grâce porté à la période de prospérité pétrolière. L'OPEP est neutralisée, tandis que les PVD négocient rééchelonnements et réductions de dettes comme contrepartie des plans d'ajustement structurel. Le traitement de la crise de la dette a finalement contribué, après bien des tâtonnements, à l'impulsion des transformations internes à la sphère financière. La dette bancaire des pays mettant en œuvre les plans d'ajustement structurel a été transformée, *via* le plan Brady, en titres susceptibles de rachat et leurs secteurs publics sont devenus objets de privatisations permettant la réinsertion de ces pays sur les marchés de capitaux²⁷.

27. Sur la portée économique des procédures de « marchandisation » de la dette dévalorisée des PVD, qui ont coûté finalement plus cher aux débiteurs qu'aux créanciers, on peut consulter Krugman et Obstfeld (1992).

Polarisation financière et déphasage persistants au sein de l'OCDE

Dans les années 1980, la réorientation des transferts financiers du Sud vers le Nord traduit les exigences du rétablissement de la solvabilité des PVD, tandis que les relations économiques internes au Nord s'organisent selon une configuration originale. Le recours à l'endettement de la part des agents économiques nord-américains, l'État y compris, est stimulé par la déréglementation financière et bénéficie du statut du dollar. Les taux d'intérêt élevés aux États-Unis et les anticipations de valorisation du dollar constituent un facteur d'attraction des capitaux externes, qui contribuent au financement de la reprise nord-américaine à partir de 1983. La connexion renforcée des marchés de capitaux et la contagion des restrictions monétaires poussent à la généralisation des forts taux d'intérêt dans les pays de l'OCDE.

Pour Fitoussi et Phelps (1988), la prise en compte de ce niveau élevé des taux d'intérêt dans l'objectif de taux de marge des entreprises européennes modifie considérablement l'impact de la politique américaine sur les économies européennes. La combinaison de la restriction monétaire et de l'activisme budgétaire, typique de la période Reagan, concourt certes à faire bondir le dollar mais ne profite guère à l'activité européenne, contrairement à ce que laisserait attendre un raisonnement basé sur le modèle Mundell-Fleming de référence²⁸. Le comportement de prix des entreprises européennes déprime l'activité continentale en absorbant une offre de monnaie soumise à restriction. La désinflation se met certes en œuvre mais elle passe par la modification du partage de la valeur ajoutée en défaveur des salaires, afin que les objectifs de taux de marge soient réalisés. Le découragement de l'investissement en capital matériel et humain par les taux d'intérêt élevés contribue ensuite à prolonger la dépression européenne. Ces effets de transmission engagent un régime de désynchronisation cyclique au sein de l'OCDE, qui va s'avérer durable (Fayolle et Micolet, 1997). Les États-Unis absorbent l'excès d'épargne de leurs partenaires, en situation de sous-emploi, et cette attraction continue après le retournement à la baisse du dollar de 1985. Les États-Unis deviennent un débiteur net, ce qui constitue une rupture significative dans leur histoire économique, tandis qu'Allemagne et Japon jouent un rôle d'apporteur net de capitaux. Le système bancaire japonais remplit de plus une fonction internationale de transformation de ressources financières liquides (y compris acquises par endettement à court terme) en investissements à long terme.

28. Dans un tel modèle, à deux pays, une politique monétaire restrictive et une politique budgétaire expansive menée dans l'un des pays profite à l'activité de l'autre, en raison de l'appréciation de la monnaie du premier. Si la restriction monétaire et les anticipations déflationnistes se propageaient dans le second pays, cette propagation contrecarrait certes ce résultat mais elle se manifesterait aussi par la baisse des taux d'intérêt : ce n'est pas ce que révèle la persistance de taux d'intérêt réels élevés en Europe au cours des années 1980.

Cette polarisation est assez vite confrontée à des facteurs d'instabilité. Le mouvement conjoncturel des années 1980 est un premier facteur de tensions. Bénéficiant du contre-choc pétrolier de 1986, de l'activisme des politiques monétaires face au krach boursier de 1987 et d'une concertation plus affirmée sur le front des changes, l'expansion conjoncturelle se généralise à l'ensemble de l'OCDE. Les entreprises européennes font preuve d'anticipations optimistes sur l'expansion du marché unique en gestation et, fortes des restructurations qu'elles ont conduites, entendent mettre à profit la libéralisation financière pour lever des ressources externes qui viennent nourrir des investissements profitables. L'effort d'investissement interne des pays européens et du Japon s'accroît à son tour et absorbe progressivement une plus grande part de leur épargne nationale. L'efficacité productive de cette reprise de l'investissement demeure limitée, si l'on en juge par les performances médiocres de productivité globale de l'ensemble des facteurs de production. L'économie internationale n'entre pas dans un cercle vertueux où les pays créanciers, qui investissent désormais aussi chez eux, réalisent d'importants surplus de productivité globale, contribuant à la conciliation harmonieuse de leur expansion interne et de leur apport à la croissance internationale.

L'Allemagne et le Japon souffrent de l'essoufflement de leur rattrapage productif sur les États-Unis. Le Japon a dépassé les niveaux américains de productivité du travail dans un certain nombre d'activités. Mais il y est parvenu au prix d'une intensification telle des processus productifs que l'intensité capitalistique des entreprises japonaises dépasse aussi celle de leurs homologues américaines dans ces activités : en conséquence, le rattrapage est beaucoup moins tangible pour la productivité globale des facteurs²⁹. Évaluée par les chiffres de l'OCDE, la différenciation des performances de rentabilité économique entre les États-Unis et le Japon est nette en faveur des premiers, depuis le creux commun du début des années 1980. Cette distorsion du rattrapage est aussi à l'œuvre pour l'Allemagne, avec une ampleur moindre, mais l'industrie germanique connaît une certaine dégradation de la qualité de sa spécialisation internationale.

Ces évolutions menacent la rentabilité des capitalismes allemand, plus largement européen, et surtout japonais. La rentabilité de leurs investissements, qui s'est redressée, reste fragile, vulnérable à la révision des opinions orientant les évaluations boursières, si celles-ci deviennent plus sensibles au poids des dettes accumulées. La solution logique est bien alors pour ces capitalismes de détourner une part de cet effort d'accumulation en direction d'actifs américains, productifs et financiers, dont la rentabilité est plus assurée, ou vers de nouvelles zones pionnières, comme l'Est européen et le Sud-Est asiatique, où l'efficacité marginale

29. Voir les informations présentées par Englander et Gurney (1994).

du capital, quoique incertaine, peut être élevée. Mais cette stratégie d'internationalisation n'est pas spontanément compatible avec le maintien de performances de croissance honorables sur les territoires nationaux. Elle soulève la question du caractère complémentaire ou substituable des investissements domestiques et extérieurs et de la capacité financière des entreprises et banques domestiques à assumer cette complémentarité : les allers-et-retours des investisseurs japonais sur les marchés internationaux, au cours des années 1990, qui n'ont pas été sans conséquences sur la volatilité du yen, ont montré qu'il y avait là un nouveau facteur d'instabilité internationale³⁰.

Sur ce fond de tensions fondamentales, deux facteurs se greffent pour en exacerber les manifestations, au début des années 1990. Le premier est la crise financière japonaise, résultat de la surchauffe conjoncturelle, surinvestissement productif et spéculation immobilière. Le second est l'unification allemande. La polarisation entre le nouveau débiteur américain et les créanciers japonais et allemand bute sur la défaillance de ces derniers, qui ne sont plus à même d'assumer, avec la même permanence, le rôle d'apporteur net de capitaux. Cette défaillance se traduit par l'intensification des arbitrages financiers, notamment ceux des investisseurs institutionnels japonais, alors même que la connexion renforcée des marchés rend les taux de change et d'intérêt plus sensibles à de tels arbitrages. Ce contexte, si on y ajoute la persévérance des orientations de la Bundesbank, est aussi propice à l'apparition de désordres monétaires en Europe, lesquels ébranlent le Système monétaire européen à partir de l'automne 1992 : les mouvements de capitaux ont perdu leur caractère accommodant à l'égard de pays, comme l'Espagne, dont l'expansion en forme de rattrapage bute sur la contrainte de compétitivité et le déficit externe suscités par l'ancrage de leurs devises au sein du SME.

Une implication marquante de ces enchaînements est le renforcement de la désynchronisation cyclique entre économies de l'OCDE, déjà tangible au cours des années 1980. Confrontés à l'accentuation des tensions conjoncturelles, les États-Unis et, dans leur sillage, le Royaume-Uni, avaient serré les freins dès la fin des années 1980, alors que l'Europe continentale et le Japon allaient à la surchauffe. Le sens de la désynchronisation s'inverse en 1992-93 lorsque les pays anglo-saxons engagent puis confirment leur reprise, tandis que leurs partenaires de l'OCDE s'enlisent dans une phase de croissance déprimée, continuellement menacée par le retour de la récession. Le Japon, l'Allemagne et les pays européens à la monnaie ancrée sur le mark sont affectés par une déflation rampante qui handicape leurs capacités de reprise : de pair avec des taux d'intérêt toujours élevés, la difficulté nouvelle, pour les producteurs, à obtenir des prix rémunérateurs leur font ressentir le poids de bilans

30. Les contradictions nouvelles de la croissance japonaise sont approfondies par Passet (1995b).

encore obérés par les dettes et les dissuadent de recourir à nouveau au crédit. « L'inefficacité dynamique » d'un capitalisme national, qu'elle soit de l'ordre, selon les circonstances, d'une suraccumulation ou d'une sous-accumulation de capital, affecte la qualité de son insertion internationale et accentue sa vulnérabilité aux tensions conjoncturelles : l'Europe et le Japon, passés brutalement au début des années 1990 d'une vague d'investissements aussi forte que fugitive, dont la profitabilité était fragile et incertaine, à une dépression de cet effort d'investissement, témoignent peut-être d'une telle alternance perverse (Fitoussi, 1996). Les entreprises, confrontées à de difficiles arbitrages entre rentabilité et compétitivité, en sortent éprouvées et réticentes à s'engager à long terme, au risque d'une perte durable de capacité de croissance. La longue dépression japonaise et les soubresauts de la conjoncture européenne, autour d'une croissance tendancielle très déprimée, font contraste, au cours de la décennie 1990, avec la continuité des performances de croissance réalisées par les États-Unis. C'est le moment où les croissances tendanciennes (sinon potentielles) européenne et japonaise paraissent passer ensemble au-dessous du rythme américain.

La faillite du cycle des pays émergents et le nouveau repli sur l'Amérique

Cette décennie 1990 se caractérise-t-elle ainsi par un déplacement structurel des zones d'impulsion de la croissance internationale ? Celle-ci reposerait sur le couplage entre la confirmation du potentiel de croissance américain, revigoré par l'exploration d'une frontière technologique inédite, et l'émergence d'économies aux taux de croissance très élevés, participant avec succès à ce nouveau paradigme. La déformation des flux de commerce et d'investissements va dans ce sens. À partir des années 1980, l'Asie compte plus que l'Europe dans le commerce extérieur américain, ce qui est l'aboutissement d'une évolution progressive. Changement plus récent, les investissements directs à l'étranger connaissent un décollage impressionnant à la fin des années 1980, d'abord entre pays industrialisés puis en direction des pays dits émergents. Lorsque l'orientation vers ces derniers prend le dessus, après que le marché unique européen en gestation ait été très attractif dans les dernières années 1980, le thème de la délocalisation devient objet de débat public en Europe, car les entreprises multinationales rationalisent la gestion de leurs activités dans une optique mondiale. Les investissements directs ont contribué au dynamisme des régions d'origine et d'accueil bénéficiant ensemble de la solvabilisation de nouveaux marchés et de la vigueur de l'offre — les États-Unis et l'Asie du Sud-Est. Ce dynamisme a permis de stabiliser l'expansion du commerce international sur une pente prononcée (environ 7 % par an entre 1987 et 1997).

Cette phase de l'économie internationale se clôt pourtant avec l'éclatement de la crise asiatique, en 1997 : sa capacité de résistance aux déséquilibres n'aura guère été supérieure à celle des phases précédentes. Cette issue amène à revenir avec circonspection sur la trajectoire empruntée depuis dix ans par l'économie mondiale. Les ajustements structurels conduits dans les années 1980 ont produit un éclatement du Tiers-Monde, en fonction des capacités d'adaptation différenciées : certains pays, nouveaux pays industrialisés et autres pays émergents, ont consolidé ou retrouvé leur sentier de croissance lorsqu'ils ont été en position de bénéficier d'une insertion positive dans les réseaux d'échanges internationaux. À côté de ces zones dynamiques, ont essaimé les nouvelles *terrae incognitae* de l'économie mondiale, c'est-à-dire des pays ou des régions court-circuitées par la réorganisation de ces réseaux. La soutenabilité de la croissance des régions dynamiques dépend de facteurs structurels, comme la capacité des institutions publiques à orienter convenablement le développement et celle des institutions financières à canaliser efficacement les ressources internes et externes. Elle est aussi conditionnée par la crédibilité des politiques économiques, sensible aux conditions conjoncturelles comparées des différentes régions de l'économie mondiale et aux arbitrages correspondants des investisseurs internationaux. La crise mexicaine de la fin 1994 a éclaté à un moment où l'expansion nord-américaine sollicitait fortement les apporteurs de capitaux. L'effet de contagion est cependant resté limité. La crise financière internationale ouverte en 1997 a une autre portée que le cas mexicain, qui pouvait encore apparaître comme un raté ponctuel, d'ordre régional. Elle manifeste l'absence d'un régime international capable d'arrimer solidement un grand nombre de pays à un réseau dense et multilatéral d'échanges commerciaux et financiers.

La diversification mondiale des portefeuilles d'actifs ne constitue un facteur de stabilité, en diminuant le risque global, que si les trajectoires différenciées des pays d'accueil sont cependant suffisamment compatibles pour assurer une croissance régulière du commerce mondial et un rendement moyen des portefeuilles satisfaisant les normes exigées de rentabilité. Ces normes sont d'autant plus élevées que certains investisseurs institutionnels, trop assurés de leurs arrières par la présomption de garanties publiques, les poussent à la hausse en privilégiant les investissements les plus rentables mais aussi les plus risqués³¹. Même si les investisseurs diversifient leurs placements, les rendements moyens attendus, trop influencés par des opportunités marginales, peuvent surestimer les rendements probables. Le danger d'une suraccumulation est aggravé par la liquidité des marchés globalisés, qui élargit l'accès aux fonds mobilisables et élève les effets de levier anticipés³². Le cumul des plus-values diffère les échéances, tant qu'elles sont validées par les marchés. Mais, si une séquence de chocs locaux et de déséquilibres sectoriels,

31. Ce phénomène de hasard moral a reçu une attention particulière de la part de Krugman (1998a).

qui révèlent les faiblesses des économies émergentes, finit par infléchir significativement la croissance mondiale, la diversification des risques perd ses vertus. Une inflexion, au départ modérée, de la croissance de certains pays d'accueil peut ainsi se convertir en une grave déception. Ce n'est pas un simple risque marginal qui se réalise mais une révision générale des perspectives de rendement qui intervient. Le repli des investisseurs est alors contagieux. L'enchaînement s'aggrave lorsque la capacité des banques à gérer les systèmes de paiement et à distribuer du crédit s'en trouve affectée. Lorsque les pays affectés n'ont d'autre choix que de laisser filer leur monnaie, l'ampleur des dépréciations dramatise la détresse financière en revalorisant les dettes contractées en devises, souvent à court terme sous l'hypothèse d'un ancrage stable au dollar.

Au travers de la trajectoire ainsi empruntée par l'économie internationale, les États-Unis sont finalement confirmés, en dépit des vagues de défiance atteignant le dollar à cause de l'accumulation de leurs déficits extérieurs, comme un môle rassurant pour les créanciers internationaux. Ils sont devenus un débiteur net, mais le seul dont la valeur des titres publics et privés paraisse fondamentalement garantie aux yeux des investisseurs par la continuité et l'efficacité retrouvées de sa croissance. S'il n'y avait pas ce débiteur-là, quelle serait la frustration des investisseurs internationaux ! S'il devait être à son tour l'objet de la défiance collective, quel pourrait être leur affolement ! L'instabilité de la croissance internationale et le regain du *leadership* des États-Unis ont fait des marchés de titres américains le lieu d'ancrage de la finance internationale. Si ces marchés étaient soumis à un retournement violent et surtout structurel, qui contrecarre l'optimisme fondé sur la confiance dans la réalité du renouvellement du régime de croissance américain, la configuration progressivement prise depuis vingt ans par la finance internationale serait mortellement menacée³³. L'interrogation sur le caractère vertueux de l'expansion américaine reste au cœur des incertitudes sur le devenir de la croissance mondiale, même si l'euro constitue la promesse d'un principe positif de diversification des pôles d'entraînement de la croissance internationale.

32. Des indices présomptifs d'une telle suraccumulation dans le cas des investissements effectués à destination des pays asiatiques sont fournis dans les études de Corsetti, Pesenti et Roubini (1998a et b), qui incitent à la penser comme le cœur des déséquilibres macro-économiques à la source de la crise asiatique.

33. Dans un article récent, la réponse de Passet (1999) est circonspecte : d'un côté, la valorisation impressionnante des actions à Wall Street peut être appréciée dans la continuité d'un mouvement de normalisation de leurs cours, qui n'est pas contradictoire avec une croissance américaine bénéficiant d'une forte accumulation de capital matériel et humain et de sa meilleure efficacité. De l'autre, cette valorisation s'appuie sur des espérances de plus-values, dont la réalisation a bénéficié de la désinflation. Mais avec le passage à un régime installé de basse inflation, ces espérances sont revues à la baisse. La transition peut être difficile, si elle doit passer par une dévalorisation du cours des actions pour que leur rendement, compte tenu des dividendes versés, reste attractif.

Du monde d'hier à celui d'aujourd'hui

Le mouvement de mondialisation contemporain est à plusieurs dimensions : c'est une extension généralisée de la circulation des biens et des services, des avoirs et des savoirs sur un espace qui transgresse les découpages nationaux et qui élargit considérablement l'aire de pertinence des marchés; c'est aussi une intégration renforcée de ces marchés, dont les paramètres — normes et prix des produits et facteurs échangés — deviennent de plus en plus déterminés au sein de l'espace commun qu'ils constituent plutôt qu'au sein de chaque économie nationale, dont le contour encadrait la formation des prix et des revenus dans les premières décennies de l'après-guerre; c'est enfin une globalisation des décisions productives et financières, qui tend à unifier à l'échelle mondiale la détermination de l'orientation et des rythmes (quand bien même régionalement différenciés) de l'accumulation du capital. Il ne s'agit là certes que de tendances, mais dont l'action a été suffisamment prononcée pour amener le capitalisme à retrouver globalement des seuils d'internationalisation de l'activité économique, qui sont proches de ceux enregistrés à la veille de la première guerre mondiale, après la vague de mondialisation propre au XIX^e siècle.

L'information limitée des comparaisons historiques quantitatives

C'est du moins l'impression générale que livre le jeu d'évaluations proposées par Bairoch (1996). Les exportations de marchandises de l'ensemble des pays occidentaux développés³⁴, rapportées à leur PIB (les deux agrégats étant mesurés en monnaie courante), ont à peu près retrouvé au milieu des années 1970 le niveau atteint en 1913 (12,9 %), qui avait chuté de la moitié dans l'entre-deux-guerres (6,2 % en 1938) : l'harmonie des croissances nationales et la libéralisation encadrée des décennies d'après-guerre ont permis la reconstitution progressive du commerce international, mais il a fallu la hausse des prix du pétrole pour rejoindre le taux d'ouverture de 1913. En 1992, le dépassement de ce taux est encore limité (14,3 %), et il se vérifie pour l'Europe occidentale comme pour les États-Unis. Le Japon, pour sa part, restait moins ouvert à l'exportation en 1992 qu'il ne l'était en 1913. L'examen des flux d'investissements étrangers à long terme procure un sentiment analogue, avec un rattrapage du taux d'internationalisation de 1913 cependant plus tardif, très dépendant de la vague d'exportation de capitaux qui surgit dans les dernières années 1980. En 1913 les sorties brutes de capitaux privés à long terme peuvent être estimées de l'ordre de 3 % du PIB des

34. Bairoch (1996) regroupe sous l'appellation de « pays occidentaux développés » : l'Europe de l'Ouest, les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon.

pays développés exportateurs. Ce seuil est modérément dépassé au début de la décennie 1990, ce qui représente au moins un triplement du ratio par rapport aux années 1960. Si on s'attache au solde des transactions courantes, il n'est même pas évident que le seuil précédant la première guerre mondiale ait été retrouvé³⁵. Enfin, si on considère les stocks, la comparaison reste de même nature : Bairoch considère que le stock total des investissements directs à l'étranger des pays occidentaux développés se situait, en 1913, quelque part entre 11 et 14 % de leur PIB. En 1993, ce ratio atteint 11,4 %, ce qui constitue un décollage rapide en moins d'une décennie (7,7 % en 1985, à peine au-dessus des années 1960).

Les sociétés développées, prises globalement, expérimentent à nouveau des taux d'ouverture qui ne sont pas inédits, mais qu'elles n'ont connu que dans un passé désormais lointain, de l'ordre du siècle : pour les générations contemporaines, qui ont grandi avec les Etats-providence nationaux, c'est une expérience à certains égards plus dérangeante que celle qu'ont vécue leurs aïeux, lorsque l'incertitude de l'économie et de la finance mondiales affectaient des économies nationales où la sécurité économique et sociale était loin d'être un acquis. Au demeurant, le fait que la première vague de mondialisation se soit caractérisée, à la jointure des XIX^e et XX^e siècles, par des courants migratoires bien plus importants que dans la vague contemporaine³⁶ indique pour partie que l'émigration offrait à un grand nombre d'individus, surtout européens, des opportunités qu'ils jugeaient supérieures à celles qu'ils pouvaient escompter dans leur pays d'origine. C'est aussi la vitesse des changements qui accentue la sensibilité des contemporains : la reconstruction d'une économie internationale s'est faite progressivement dans les trois premières décennies de l'après-guerre, si bien que les projets de vie individuels des générations devenues actives durant cette période, ne s'en sont guère trouvés perturbés et ont au contraire bénéficié de l'harmonie internationale retrouvée ; dans les deux dernières décennies, l'accélération de la globalisation est manifeste, à tel point qu'il n'est pas aisé de distinguer ce qui est de l'ordre de la tendance, supposée irréversible, et ce qui relève du conjoncturel, plus transitoire (par exemple au sein du mouvement de gonflement des investissements directs à l'étranger

35. Pour mesurer l'intensité des flux nets de capitaux, tout en tenant compte de l'évolution des positions créancières et débitrices, le FMI (1997) a calculé sur longue période un indicateur particulier : c'est, pour un groupe de pays, la moyenne mobile sur cinq ans de la valeur absolue moyenne des ratios nationaux qui rapportent le solde de la balance courante au PIB correspondant. Les pays sont l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis. Cet indicateur ne descend pas au-dessous d'un plancher de 3 % entre 1870 et la première guerre mondiale et connaît des pointes qui approchent, voire dépassent, les 5 % comme à la veille de la guerre. De l'ordre de 1 % dans les années 1960, il s'élève à environ 2 % dans les années 1990.

36. C'est un trait distinctif des deux vagues de mondialisation fortement relevé par Williamson (1996, 1997), lequel confère aux migrations un rôle majeur dans la convergence transatlantique de la fin du XIX^e siècle, ainsi que par Baldwin et Martin (1999) dans une étude comparative récente de ces deux vagues.

depuis la fin des années 1980) : quoi qu'il en soit, cette incertitude même renforce celle qui affecte la formation des projets individuels au travers de leurs déterminants — les conditions d'emploi et de revenu au cours de la vie.

Les taux d'internationalisation globaux des flux et stocks de l'activité économique ne sont, d'autre part, porteurs que d'une information limitée. A un même taux global peut correspondre une organisation fort différente des interdépendances. Bairoch (1996, 1997), comme Baldwin et Martin (1999), insistent à cet égard sur l'opposition des deux vagues de mondialisation. Les investissements directs à l'étranger étaient, avant la première guerre mondiale, prioritairement dirigés vers les économies du Sud productrices de produits primaires. Après la seconde guerre mondiale et au moins jusqu'au seuil des années 1990, les proportions s'inversent franchement : les investissements directs participent d'abord à l'intensification des interdépendances entre pays développés. Vers 1980, environ les trois quarts du stock des investissements directs à l'étranger étaient localisés dans les pays développés occidentaux, contre une proportion allant du quart au tiers avant la première guerre mondiale. C'est en particulier l'ouverture des États-Unis à la pénétration des investissements extérieurs qui en est à l'origine. Si on apprécie le taux d'internationalisation du capital par un indicateur restreint, qui rapporte au PIB les seuls investissements directs intervenant entre pays occidentaux développés, il est, selon Bairoch, nettement plus élevé au milieu des années 1990 (près de 9 %) qu'en 1913 (de l'ordre de 4 %).

Cette interdépendance au sein du club encore sélectif des pays hautement développés imprime sa marque sur la nature des flux d'échange qu'ils entretiennent, en impulsant les échanges intra-branches, en incorporant les services aux activités participant à l'échange, en intensifiant les échanges informationnels de tous ordres, en particulier grâce à la baisse impressionnante du prix des communications. Cette mondialisation-là est plus intensive, dans le sens qu'elle pénètre plus intimement les économies nationales et leurs activités jusqu'alors dites protégées, et qu'elle influence plus profondément la formation des technologies et des goûts locaux. Mais elle serait paradoxalement moins extensive que celle du XIX^e siècle, si elle devait laisser à l'écart de ses réseaux la pluralité des nations qui entendent participer à l'économie de marché planétaire. Le message de la dernière décennie est ambivalent à cet égard : la forte contribution d'un ensemble d'économies émergentes à la croissance et au commerce mondiaux durant les années 1990 laissait attendre une économie mondiale affirmant son caractère multipolaire et dépassant le modèle de la hiérarchie entre centre et périphérie ; la crise internationale de 1997-1998 jette une ombre sur cette perspective, car elle révèle la carence d'un régime de croissance mondial qui puisse en assurer la consolidation.

Le monde d'aujourd'hui : la carence d'un régime de croissance commun

Un régime international de croissance est un ensemble d'institutions, de règles et de pratiques qui permettent l'harmonisation de croissances potentielles différenciées au sein d'un vaste ensemble de pays, en faisant de l'émulation concurrentielle et des rapports de domination un principe de complémentarité positif pour la croissance commune, si bien que chaque pays peut retirer des avantages de sa participation à l'économie internationale, même si leur répartition est inégale³⁷. La période 1870-1914 a connu un régime de croissance de cette nature, qui s'est progressivement affirmé, sous la houlette de l'étalon-or, lorsque les pays ont su trouver un équilibre entre protection et ouverture. La vague de mondialisation associée à ce régime a ébranlé la cohésion des sociétés déjà industrialisées, au cours des décennies 1860-1870 à dominante libre-échangiste. Mais elle a aussi impulsé la transformation des sociétés nationales d'Europe continentale, en contribuant à la liquidation de la domination exercée par la propriété foncière pour passer à la constitution des nations modernes autour de groupes sociaux plus dynamiques, bourgeoisie et salariat industriels, dont les conflits ont suscité le développement de l'arbitrage étatique.

Après la seconde guerre mondiale, les Etats-providence, dans les pays de l'OCDE, furent le levier de l'épanouissement de sociétés salariales profondément inscrites dans les cadres territoriaux et institutionnels nationaux, qui ont reconnu aux salariés des droits sociaux élargissant et garantissant leur accès aux richesses produites. Mais les croissances nationales des trente glorieuses, qui se sont nourries de cet épanouissement, se sont aussi adossées à des institutions internationales nouvelles et évolutives. Celles-ci ont aidé à concilier le *leadership* américain, le rattrapage des pays européens et du Japon, la croissance dépendante et limitée du Tiers-Monde. Ce régime international touchait ses limites, dès lors que le fordisme, dont le dynamisme s'essouffait au demeurant dans les pays du centre, ne parvenait pas à s'étendre aux populations jeunes des pays de la périphérie, dont la transition démographique était loin d'être achevée. Les déboires de la décolonisation et l'épuisement du tiers-mondisme, la chute des socialismes étatiques aussi, portent la marque de cet échec à faire de l'Etat-providence organisé dans le cadre national le modèle pratiquement universel de la croissance économique et du développement social.

37. Cette définition pragmatique s'inspire de l'article de Vidal (1995). Elle doit être reçue avec toute la souplesse nécessaire car une caractéristique des régimes internationaux, comparativement à l'organisation des nations, est le moindre formalisme institutionnel, la plus grande malléabilité d'institutions qui n'ont de légitimité que par délégation des souverainetés nationales.

La ramification et la densification des réseaux d'échanges à l'échelle mondiale ne sont pas réductibles aux ambitions d'une mondialisation libérale prenant sa revanche sur l'ordre social inscrit dans les États-nations développés. Ce mouvement est aussi la contrepartie de la sélectivité de cet ordre : des milliards d'individus s'efforcent de participer à une activité économique leur ouvrant l'accès à une gestion active de leur cycle de vie. Le libéralisme n'est pas une simple trouvaille idéologique : il est aussi le produit de l'épuisement et de la dissolution du régime de croissance d'après-guerre, sans qu'il constitue par lui-même le principe fondateur d'un nouveau régime. La dominante libérale de la vague de mondialisation contemporaine a ébranlé la hiérarchie acquise entre centre et périphérie. Elle a introduit de l'indétermination dans la répartition et la dynamique des avantages comparatifs. Elle a donné du jeu à la géographie économique, en accroissant les degrés de liberté des stratégies multinationales. Elle a induit l'éclatement du Tiers-Monde et remis en cause la linéarité et l'irréversibilité du rattrapage européen et japonais sur les États-Unis, parce que ceux-ci ont mieux tiré parti d'une libéralisation qu'ils ont largement promue.

Depuis un quart de siècle, l'instabilité des zones d'impulsion de la croissance mondiale prévaut, au rythme de cycles conjoncturels qui sont autant de mises à l'épreuve de la cohésion internationale. Le développement de zones d'intégration régionale est un pendant observable de la mondialisation, mais jusqu'à présent ces efforts d'intégration n'ont pas clairement affirmé leur capacité de soutien durable de la croissance, pas même en Europe, où l'expérience est pourtant la plus avancée et prometteuse. La mise en œuvre de l'ALENA n'a pas empêché le Mexique de connaître de graves déboires, la difficulté du Japon à assumer un *leadership* régional est partie intégrante de la crise asiatique, la viabilité du Mercosur est menacée par la différence des problèmes et des stratégies entre Argentins et Brésiliens. Les États-Unis ont retrouvé un dynamisme interne, mais les effets d'entraînement qu'ils exercent toujours sur le reste du monde sont davantage contrés par les effets d'éviction liés à leur domination monétaire et financière. L'effet rassurant des placements en titres américains est ambigu : il concourt à stabiliser la finance internationale, en offrant aux investisseurs internationaux une gamme d'actifs jugés peu risqués, mais il signifie aussi que ces investisseurs auront moins de scrupules à se désengager brutalement de placements localisés dans des pays encore loin de la maturité américaine. La mondialisation entraîne dans son sillage un nombre accru de pays, si bien que la contradiction devient plus vive entre le rôle du dollar comme monnaie nationale et sa fonction d'étalon international. L'ancrage sur le dollar fait subir aux pays qui l'adoptent des contraintes trop influencées par la gestion monétaire américaine. Ce fut l'un des ingrédients de la crise asiatique.

De la vague de mondialisation contemporaine n'émerge pas clairement un régime de croissance qui en assure la stabilité et en maximise les bénéfices. Elle a l'allure d'une « économie d'archipel » (Veltz, 1996), qui apparie les lieux d'excellence de l'économie mondiale, mais qui peine à intégrer solidement nombre de régions à forte démographie. A la définition des produits, des prix et des revenus sur un espace élargi qui dépasse les nations ne correspond pas un principe de demande effective qui prenne appui sur la dynamique démographique mondiale. Le vieux spectre de la surproduction et des surcapacités rôde dans la crise qui a éclaté en Asie en 1997. Paradoxe d'une économie de marché mondialisée, où les producteurs disent n'avoir jamais été aussi soumis à la loi des consommateurs et de leurs goûts toujours plus exigeants ! Tant que ne seront pas assurés les changements permettant une prise en compte plus équilibrée des tendances démographiques dans l'allocation des ressources financières et la répartition des revenus à l'échelle mondiale, la mondialisation en cours restera menacée par le retour des fractionnements, voire par la réversibilité – dont l'histoire a déjà montré la possibilité.

Références bibliographiques

- ABRAMOVITZ Moses, 1986 : « Catching up, Forging Ahead, and Falling Behind », *Journal of Economic History*, Vol XLVI, n° 2, June.
- ADDA Jacques, 1995 : *La mondialisation de l'économie*, tomes 1 et 2, Collection Repères, La Découverte.
- AGHION Philippe et WILLIAMSON Jeffrey G., 1998 : *Growth, Inequality and Globalization*, Cambridge University Press.
- AGLIETTA Michel, 1995 : « Le Système monétaire international », in *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, BOYER R. et Y. SAILLARD, eds., La Découverte.
- AGLIETTA Michel, 1997a : *Macroéconomie internationale*, Montchrestien.
- AGLIETTA Michel, 1997b : *Régulation et crises du capitalisme*, Odile Jacob, nouvelle édition revue et augmentée d'une postface de *Régulation et crises du capitalisme, l'expérience des États-Unis*, Calmann-Levy, 1976.
- AGLIETTA Michel, Anton BRENDER et Virginie COUDERT, 1990 : *Globalisation financière : l'aventure obligée*, CEPPII/Economica.
- ANDRES Javier, Rafael DOMENECH et César MOLINAS, 1996 : « Growth and convergence in OECD countries : a closer look » , in Bart VAN ARK et Nicholas CRAFTS, eds., *op.cit.*
- ASSELAIN Jean-Charles, 1993 : « Les résurgences du protectionnisme français », *Le Débat*, n°76, Septembre-Octobre.

- ASSELAIN Jean-Charles, 1995 : *Histoire économique du XX^e siècle*, Tome 1 : *La montée de l'État (1914-1939)* ; Tome 2 : *La réouverture des économies nationales (1939 aux années 1980)*, Presses de Sciences Po et Dalloz.
- BAIROCH Paul, 1976 : *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIX^e siècle*, Mouton / EHESS.
- BAIROCH Paul, 1993 : *Economics and world history – Myths and Paradoxes*, New-York et Londres, Harvester Wheatsheaf.
- BAIROCH Paul, 1996 : « Globalization myths and realities – One century of external trade and foreign investment », Chap. 7, in BOYER Robert et Daniel DRACHE, eds., 1996, *op.cit.*
- BAIROCH Paul, 1997 : *Victoires et déboires, Histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle à nos jours*, 3 tomes, folio histoire, Gallimard.
- BALDWIN Richard E. et Philippe MARTIN, 1999 : « Two Waves of globalisation : superficial similarities, fundamental differences », *Working Paper* 6904, NBER, January.
- BOYER Robert et Daniel DRACHE (sous la direction de), 1996 : *States against markets – The limits of Globalization*, Londres et New-York, Routledge.
- BRAUDEL Fernand, 1986 : *L'identité de la France, Espace et histoire*, Arthaud (ou collection Champs, Flammarion, 1990).
- BRAUDEL Fernand, 1979 : *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*, 3 tomes, Armand Colin.
- BRENDER Anton , 1996 : *L'impératif de solidarité, La France face à la mondialisation*, La Découverte.
- BROADBERRY Stephen N., 1996, « Convergence : what the historical record shows », in VAN ARK Bart et Nicholas CRAFTS, eds., 1996, *op.cit.*
- CEPII, 1994 : « Cinquante ans après Bretton Woods », *Numéro spécial d'Économie Internationale*, n°59, 3^e trimestre.
- CHESNAIS François, 1994 : *La mondialisation du capital*, Syros-Alternatives Économiques.
- COHEN Daniel, 1994 : *Les infortunes de la prospérité*, Julliard.
- COHEN Daniel, 1997 : *Richesse du monde, pauvreté des nations*, Flammarion.
- CORM Georges, 1993 : *Le nouveau désordre économique international. Aux racines des échecs du développement*, La Découverte / Essais.

- CORSETTI Giancarlo, Paolo PESENTI et Nouriel ROUBINI, 1998 : « What caused the asian currency and financial crisis ? Part I : a macroeconomic overview », *Working Paper* 6833, NBER, December.
- CORSETTI Giancarlo, PESENTI Paolo et Nouriel ROUBINI, 1998 : « What caused the asian currency and financial crisis ? Part II : The policy debate », *Working Paper* 6834, NBER, December.
- CORTES Olivier et Jean PISANI-FERRY (coordonné par), 1997 : « Mondialisation, convergence et inégalités », *Économie Internationale*, n°71, 3^e trimestre.
- CROUZET François, 1996 : « La première révolution industrielle », dans la partie « 1700-1840 : Le legs du passé » in Maurice LEVY-LEBOYER, ed., 1996, op.cit.
- DESDOIGTS Alain, 1997 : « Vers une convergence globale ou locale ? », in CORTES, Olivier et Jean PISANI-FERRY, *op. cit.*
- DUMENIL Gérard, et Dominique LEVY, 1993 : *The Economics of the Profit Rate*, Edward Elgar.
- DUMENIL Gérard, et Dominique LEVY, 1996 : *La dynamique du capital, Un siècle d'économie américaine*, collection Actuel Marx Confrontation, PUF.
- EICHENGREEN Barry, 1997 : *L'expansion du capital, Une histoire du système monétaire international*, L'Harmattan.
- ENGLANDER A. Steven et Andrew GURNEY, 1994 : « Croissance de la productivité dans la zone de l'OCDE : tendances à moyen terme », *Revue Économique de l'OCDE*, n°22, Printemps.
- FAUGERE Jean-Pierre, Guy CAIRE, Bertrand BELLON, Bernard CHAVANCE et Colette VOISIN (coordonné par), 1997 : *Convergence et diversité à l'heure de la mondialisation*, Economica.
- FAYOLLE Jacky, et Paul-Emmanuel MICOLET, 1997 : « Cycles internationaux : éléments pour une problématique appliquée », *Revue de l'OFCE*, n°62, Juillet.
- FITOUSSI Jean-Paul, 1996 : « Anatomie de la croissance molle », *Revue de l'OFCE*, n°59, Octobre.
- FITOUSSI Jean-Paul et Jacques LE CACHEUX, 1989 : « Une théorie des années quatre-vingt », *Revue de l'OFCE*, n°29, Octobre.
- FITOUSSI Jean-Paul, et Edmund S. PHELPS, 1988 : *The Slump in Europe : Reconstructing Open Macroeconomic Theory*, Basil Blackwell.
- FMI, 1997 : « Globalization in historical perspective », *World Economic Outlook*, mai.

- FLANDREAU Marc et Jacques LE CACHEUX, 1996 : « La convergence est-elle nécessaire à la création d'une zone monétaire ? réflexions sur l'étalon-or 1880-1914 », *Revue de l'OFCE*, n°58, Juillet, pp. 5-42.
- FLANDREAU Marc, Jacques LE CACHEUX et Frédéric ZUMER, 1998 : « Stability without a Pact ? Lessons from the European Gold Standard, 1880-1914 », *Economic Policy*, n°26, Avril.
- FURET François, 1995 : *Le passé d'une illusion : essai sur l'idée communiste au 20^e siècle*, Laffont / Calmann-Levy.
- FUSS Catherine, 1999 : « Mesures et tests de la convergence : une revue de la littérature », *Revue de l'OFCE*, n°69, Avril.
- GERSCHENKRON Alexander, 1962 : *Economic Backwardness in Historical Perspective*, The Belknap Press of Harvard University.
- HAUPT Heinz-Gérard, 1993 : *Histoire sociale de la France depuis 1789*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- HENIN Pierre-Yves et Yannick LE PEN, 1995 : « Les épisodes de la croissance européenne », *Revue économique*, vol.46, n°3, mai.
- JUGLAR Clément, 1862 (réédition élargie en 1889) : *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis*, Guillaumin.
- KINDLEBERGER Charles P., 1994 : *Histoire mondiale de la spéculation financière*, Editions PAU (traduction française de *Manias, Panics and Crashes : A History of Financial Crises*, New-York, Basic Books, 1978).
- KRUGMAN Paul R., 1998a : « What happened to Asia ? », *miméo*, MIT.
- KRUGMAN Paul R., 1998b : *La mondialisation n'est pas coupable, vertus et limites du libre-échange*, La Découverte.
- KRUGMAN Paul R. et Maurice OBSTFELD, 1992 : *Économie internationale*, De Boeck Université.
- LAFAY Gérard, 1998 : *Comprendre la mondialisation*, 3^e édition, Économica.
- LEVY-GARBOUA Vivien et Bruno WEYMULLER, 1981 : *Macroéconomie contemporaine*, Economica, 2^e édition.
- LEVY-LEBOYER Maurice (sous la direction de), 1996 : *Histoire de la France industrielle*, Larousse / Bordas.
- MADDISON Angus, 1981 : *Les phases du développement capitaliste*, Économica.
- MADDISON Angus, 1995 : *L'économie mondiale 1820-1992, Analyse et Statistiques*, OCDE.

- MORGENSTERN Oscar, 1959 : *International Financial Transactions and Business Cycles*, Princeton University Press for NBER.
- PASSET Olivier, 1995a : « Intermédiations financières sur un marché globalisé », *Revue de l'OFCE*, n°52, Janvier.
- PASSET Olivier, 1995b : « Le Japon : les doutes d'un créancier », *Revue de l'OFCE*, n°54, Juillet.
- PASSET Olivier, 1999 : « Menace américaine sur l'équilibre financier mondial », *Revue de l'OFCE*, n°68, Janvier.
- PRITCHETT Lant, 1997 : « La distribution passée et future du revenu mondial », in CORTES Olivier et Jean PISANI-FERRY, *op. cit.*, 1997.
- RAINELLI Michel, 1998 : « Eclairages et limites de la nouvelle théorie », in *SESSI*, 1998, *op.cit.*
- RENAN Ernest, 1871 : *La réforme morale et intellectuelle de la France*, Calmann-Levy
- RENAN Ernest, 1992 : *Qu'est-ce qu'une nation ? et autres essais politiques*, réédition de la conférence de 1882, présentée par Joël ROMAN, collection Agora, Presses Pocket.
- ROSANVALLON Pierre, 1990 : *L'Etat en France de 1789 à nos jours*, Seuil.
- SESSI, 1998 : *Industrie française et mondialisation*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.
- UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT, 1997 : *Trade and Development Report, Globalization, Distribution and Growth*.
- VAN ARK Bart et Nicholas CRAFTS, eds., 1996 : *Quantitative aspects of post-war European economic growth*, Cambridge University Press.
- VELTZ Pierre, 1996 : *Mondialisation, villes et capital : l'économie d'archipel*, Presses Universitaires de France.
- VERLEY Patrick , 1996 : « Dynamique des marchés et croissance industrielle », dans la partie « 1840-1900 : L'ouverture à la concurrence », in Maurice LEVY-LEBOYER, ed., 1996, *op.cit.*
- VERLEY Patrick, 1997a : *La révolution industrielle*, collection folio / histoire, Gallimard.
- VERLEY Patrick, 1997b : *L'échelle du monde, Essai sur l'industrialisation de l'Occident*, collection nrf essais, Gallimard.
- VIDAL Jean-François, 1989 : *Les fluctuations internationales de 1890 à nos jours*, Economica.

- VIDAL Jean-François, 1993 : « L'investissement international, le cycle de Kuznets et la grande dépression de la fin du XIX^e siècle », *Etudes et Documents*, Comité pour l'histoire économique et financière.
- VIDAL Jean-François, 1994 : « Économie dominante et fluctuations internationales : le cas du Royaume-Uni entre 1886 et 1913 », *Colloque d'Economie historique*, Paris, 1-2 Décembre.
- VIDAL Jean-François, 1995 : « Les régimes internationaux », in *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, BOYER Robert et Yves SAILLARD, eds. , La Découverte.
- WAGEMANN Ernst, 1931 : *Struktur und Rhythmus der Weltwirtschaft*, Verlag Von Reimar Hobbing, Berlin.
- WALLERSTEIN Immanuel, 1996 : *Le capitalisme historique*, collection Repères, La Découverte.
- WILLIAMSON Jeffrey G., 1996 : « Globalization, Convergence and History », *Journal of Economic History*, vol.56, Juin.
- WILLIAMSON Jeffrey G., 1997 : « Globalization and Inequality , Past and Present », *The World Bank Research Observer*, vol.12, n°2, August.